



Actes du Forum



« Le Kazakhstan, partenaire stratégique de l'Europe »

Jeudi 5 mars 2009

Sous le haut-patronage de Monsieur Nicolas SARKOZY, Président de la République française

Avec le soutien de l'Ambassade de la République du Kazakhstan à Paris

Organisé par



En partenariat avec



THALES



GDF SUEZ

I. ALLOCUTIONS D'OUVERTURE

M. THIERRY MARIANI,

*Député du Vaucluse, Président du groupe d'amitié France-Kazakhstan,
Président de l'Observatoire "Eurasie Nouveaux Horizons"*

M. ZHANYBECK KARIBZHANOV,

Député, Président du groupe d'amitié Kazakhstan-France, Adjoint au Président du Mazhilis

M. Thierry MARIANI, Député du Vaucluse, Président du groupe d'amitié France-Kazakhstan

Je suis heureux de vous accueillir à ce forum "*Le Kazakhstan, partenaire stratégique de l'Europe*", organisé à l'occasion de la visite d'un groupe d'amitié du Mazhilis.

Je salue tout particulièrement le groupe d'amitié Kazakhstan-France du Mazhilis et son chef de la délégation, M. Karibzhanov, vice-président du Mazhilis.

Je remercie les intervenants français d'avoir accepté de participer à cette discussion sur ce pays plein d'avenir.

Je remercie nos partenaires, notamment l'Institut kazakh des recherches stratégiques (KazISS), l'Institut de recherche internationale et stratégique (IRIS), la Compagnie européenne d'intelligence stratégique (CEIS).

Notre colloque est organisé sous le haut patronage du président de la République française, Nicolas Sarkozy, qui témoigne un fort intérêt de la France envers le Kazakhstan et de la priorité donnée désormais pour le développement de nos relations avec ce pays.

Chacun de vous sait que la crise économique mondiale que les Etats rencontrent aujourd'hui est ressentie durement. A sa manière et selon ses moyens, chaque pays essaie d'y répondre.

L'agenda gouvernemental de nos Etats étant devenu imprévisible, l'intervention des ministres de l'Economie ne pourra pas se dérouler.

Je me réjouis des liens stables de coopération qui se développent chaque jour entre nos deux pays. En 2008, le gouvernement français a choisi de renforcer ses rapports avec le Kazakhstan. Trop longtemps, nous avons été absents de cette zone. Cela s'est traduit par la visite du Premier ministre, François Fillon, à Astana, en février 2008, avec une trentaine de grandes entreprises françaises, et par la visite officielle du secrétaire d'Etat en charge du commerce extérieur, Anne-Marie Idrac, en mai 2008, dans l'intention de renforcer nos liens économiques.

Le président de la République du Kazakhstan, M. Noursoultan Nazarbaïev, nous a fait l'honneur de sa visite à Paris, les 10 et 11 juin derniers. Lors de son séjour, nos deux présidents se sont mis d'accord sur la création d'un Conseil des affaires franco-kazakhstanais, visant à regrouper les entreprises de nos deux pays. Plusieurs mémorandums d'entente ont été signés entre les industriels français et kazakhs pendant cette rencontre.

La visite du président kazakh a donné une nouvelle impulsion aux relations bilatérales entre nos deux pays. Entre Nicolas Sarkozy et Noursoultan Nazarbaïev, une sympathie naturelle s'est installée.

Je me réjouis de l'adoption du programme "*la voie vers l'Europe*", à la veille de la présidence du Kazakhstan à l'OSCE. Cela donnera sûrement une ligne directrice au programme de coopération entre le Kazakhstan et les pays européens pour les prochaines années. La République du Kazakhstan sera ainsi le premier pays post-soviétique à accéder à ce statut, ce qui est dû en grande partie à la politique intelligente et équilibrée menée par le président Nazarbaïev et son gouvernement.

Il est important de souligner l'expérience du Kazakhstan dans le maintien de l'accord interethnique dans le pays. Après la chute de l'Union soviétique, de nombreux experts et politologues

pronostiquaient des conflits interethniques au Kazakhstan. Aujourd'hui, la population pluriethnique du Kazakhstan cohabite dans une entente cordiale et une stabilité notoire, ce qui est trop souvent rare dans la région.

De par l'histoire, la position géographique de votre pays est au centre d'un carrefour de civilisations. Le Kazakhstan a su unifier les cent trente ethnies qui composent votre nation et dépasser les clivages qui auraient pu naître du fait de la cohabitation d'autant de confessions différentes. Cette stabilité est reconnue par l'opinion mondiale. En cela, le Kazakhstan est un modèle.

Deux congrès réunissant les leaders des religions mondiales et traditionnelles ont été organisés au Kazakhstan en 2003 et 2006. Ayant participé au congrès organisé en 2006 à Astana, j'ai pu assister au rassemblement des représentants de toutes ces religions, qui ont abordé le sujet de la paix dans le monde. Se trouvant à ce carrefour des civilisations, le Kazakhstan est amené à jouer un rôle important dans le rapprochement entre l'Est et l'Ouest, l'Europe et l'Asie.

Dans le contexte de la crise économique, tous les pays du monde se heurtent aux mêmes conséquences. Le gouvernement kazakhstanaise consacre beaucoup d'efforts pour lutter contre la crise. Probablement devrons-nous coopérer plus entre nos deux pays pour échanger nos expériences.

Lors de notre rencontre avec le ministre chargé du suivi du plan de crise, Patrick Devedjian, nous avons constaté que, quelles que soient nos différences, les mesures à prendre pour redresser nos pays et éviter les conséquences les plus néfastes de cette crise sont assez proches.

Nous allons travailler sur le développement de la coopération parlementaire, qui peut jouer un rôle important dans le rapprochement de nos pays.

M. Zhaniybek KARIBZHANOV, Député, Président du Groupe d'amitié Kazakhstan-France, Adjoint au Président du Mazhilis

Au nom de toute la délégation kazakhstanaise, permettez-nous de vous remercier chaleureusement pour l'organisation de ce forum sous le haut patronage du président Sarkozy.

Le développement de la coopération dans tous les domaines entre le Kazakhstan, la République française et l'ensemble de l'Union européenne constitue un axe prioritaire de notre politique étrangère. Les relations bilatérales avec la République française prennent un contour de partenariat stratégique. Il est extrêmement important de se reposer sur l'esprit d'entente et de partenariat dans les domaines politique et économique.

Nous saluons l'adoption, en juin 2007, de la stratégie de l'Union européenne à l'égard des pays de l'Asie centrale et du nouveau partenariat "*les priorités pour le Kazakhstan*". Cela témoigne de l'intérêt de notre pays pour l'Union européenne.

Nous remercions l'Union européenne pour le soutien de la candidature kazakhstanaise à la présidence de l'OSCE en 2010, qui témoigne d'une reconnaissance des transformations politiques et économiques réalisées par le Kazakhstan. Dans ce contexte, il est très important de consolider les principes fondateurs de l'OSCE.

En 2008, un programme gouvernemental a été adopté : "*La voie vers l'Europe*". Il vise à élever le niveau de partenariat stratégique avec les principaux pays européens.

Les principaux objectifs de ce programme gouvernemental sont le développement et l'approfondissement de la coopération avec les pays de l'Europe dans les domaines de l'économie, de la qualité de vie et dans la dimension humanitaire. C'est également le perfectionnement des institutions, en transposant l'expérience positive de l'Europe, et la préparation pour la présidence kazakhstanaise de l'OSCE en 2010.

La partie kazakhstanaise a préparé le nouvel accord de partenariat et de coopération entre la République du Kazakhstan et l'Union européenne, qui doit remplacer l'accord signé en 1995.

Cette nouvelle conception tient compte des priorités du programme gouvernemental *"la voie vers l'Europe"* (2009-2011), de la stratégie de l'Union européenne sur le nouveau partenariat avec l'Asie centrale (2007-2013) et des concepts clés de la nouvelle politique de voisinage, le partenariat oriental.

Le Kazakhstan négocie son adhésion à l'Organisation mondiale du commerce. Des progrès significatifs ont été réalisés en ce sens dernièrement.

L'Union européenne est un partenaire clef pour le Kazakhstan. Nous espérons que cette coopération pourra se concrétiser dans l'avenir.

Le Kazakhstan a un système politique et des institutions stables. Il connaît une harmonie des rapports interconfessionnels et interethniques, des rapports sociétaux. C'est un acquis incontestable, conséquence de la politique menée par le président de la République, M. Nazarbaïev, qui a mis en œuvre des réformes et a consolidé les fondements de l'Etat démocratique et d'une politique de marché efficace.

M. Nazarbaïev a créé un modèle unique et très efficace, propre au Kazakhstan, des rapports interconfessionnels et internationaux, se basant sur l'esprit de tolérance. A l'assemblée des peuples du Kazakhstan, se réunissent les représentants de toutes les grandes religions. A l'été 2009, le troisième forum des représentants des grandes religions traditionnelles se tiendra au Kazakhstan.

S'agissant de la crise et de son impact sur l'économie kazakhstanaise, un plan de stabilisation a été proposé pour 2009 et 2010. Les principaux axes de ce plan sont la stabilisation des secteurs financier et du logement, le soutien aux PME, au secteur agroalimentaire, la réalisation des programmes d'innovation dans l'industrie. Un plan de stabilisation de 18 milliards de dollars a été lancé grâce aux moyens de la banque nationale et à des mesures de relâchement de la pression fiscale prévues dans le nouveau code des impôts.

Grâce au soutien accordé aux petites et moyennes entreprises, à l'amélioration du climat d'investissement, à l'efficacité de l'utilisation des ressources budgétaires, nous pensons, dans ce contexte de crise, pouvoir réaliser avec succès soixante-seize mesures stratégiques importantes pour le développement de notre économie.

Aujourd'hui, le Kazakhstan est très attractif pour les investissements européens, notamment dans le domaine des hautes technologies et dans le secteur de l'innovation.

Dans ce dispositif global, il est prévu de préparer des cadres nationaux. Le programme gouvernemental Bolashak prévoit chaque année des bourses pour les 3000 meilleurs étudiants de la République du Kazakhstan dans les meilleures universités du monde.

Le Kazakhstan exporte un grand nombre de produits et contribue à l'économie globale. Les céréales du Kazakhstan sont exportées dans quarante pays.

Le domaine des économies d'énergie est un autre sujet de coopération. L'amélioration de l'efficacité énergétique sera un des facteurs clés pour la sécurité énergétique et le développement futur. La véritable voie pour assurer la sécurité énergétique serait de créer un mécanisme d'interdépendance, d'échange des actifs sans aucune discrimination. Malheureusement, la charte énergétique en vigueur ne s'est pas révélée un instrument efficace. Dans ce domaine de la sécurité énergétique au niveau international, il convient de réfléchir à de nouveaux instruments de régulation.

En 2015, le Kazakhstan espère faire partie des dix premiers exportateurs d'hydrocarbures. Nous pensons à la diversification des voies de transport des hydrocarbures vers les marchés internationaux. Le Kazakhstan est un partenaire stratégique de l'Europe et souhaite apporter sa contribution.

Grâce aux valeurs morales qui ont assuré le progrès de notre civilisation, dans ce contexte de crise économique nous pouvons être solidaires, réunir nos efforts intellectuels, spirituels, matériels, et nous reposer sur une confiance mutuelle. Dans un contexte de partenariat stratégique, seules la confiance et la solidarité pourront nous aider à assurer la prospérité au XXI^e siècle.

Il convient de relever le caractère très dynamique des relations entre le Kazakhstan et la France, huitième investisseur dans notre économie. En juin 2008, les chefs de nos Etats ont signé un accord de

partenariat stratégique. Nous espérons que la visite officielle du président de la République française à Astana pourra réaffirmer le caractère stratégique de notre coopération.

La coopération parlementaire et l'action du groupe d'amitié, présidé du côté français par M. Mariani, permettent de consolider les rapports entre les parlements de nos deux pays.

Je suis persuadé que nos travaux d'aujourd'hui vont ouvrir de nouvelles perspectives dans notre coopération entre parlementaires et créera une impulsion nouvelle pour les rapports bilatéraux.

M. Jean-Christophe DONNELLIER, Directeur, Direction générale du trésor et de la politique économique du Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi

Je voudrais remercier M. Mariani et M. Darrason. Cet événement ne fait que confirmer votre engagement, Monsieur le député, dans la dynamisation et l'animation des relations entre la France et le Kazakhstan. Christine Lagarde et Anne-Marie Idrac auraient souhaité être présentes, mais ont été retenues hors de Paris.

Il y a deux ans, ce séminaire aurait pu apparaître décalé en termes de caractère opératoire, malgré l'intérêt des sujets traités, tellement le rythme des échéances bilatérales s'était espacé. Il s'inscrit aujourd'hui dans une dynamique générale plus porteuse.

Je souhaite vous délivrer trois messages :

- Le premier message est que le gouvernement français s'est engagé et réinvestit fortement dans cette relation au plus haut niveau de l'Etat.
- Le deuxième message est celui d'une mobilisation de l'ensemble des acteurs dans la relation bilatérale sur le plan économique. C'est l'esprit qui a prévalu lors de la création du Conseil des affaires franco-kazakhstanais.
- Le troisième message est que l'engagement de la France se situe dans une rencontre entre deux aspirations fortes : celle du président Nazarbaïev, avec sa vision d'une voie vers l'Europe, et celle de la stratégie de l'Union européenne pour l'Asie centrale. Cela va permettre de resserrer les liens entre nos deux peuples et nos deux économies.

La France a été le premier pays européen à reconnaître le Kazakhstan. Le chef d'Etat français a été le premier chef d'Etat étranger à se déplacer au Kazakhstan. Depuis, cette relation de confiance ne s'est jamais démentie.

La première rencontre entre nos deux chefs d'Etat, en marge de l'assemblée générale des Nations unies, en septembre 2007, a d'emblée insufflé un nouveau tempo à ces relations. Le Premier ministre, François Fillon, s'est rendu à Astana. Madame Idrac, trois mois plus tard, a tenu la septième session de la commission mixte, qui ne s'était pas réunie depuis quatre ans. Une trentaine de chefs d'entreprise ont accompagné le gouvernement français dans ses déplacements.

Le point d'orgue du premier acte de cette relance a été la visite officielle en France de M. Nazarbaïev. Elle a été fondatrice, puisqu'elle a permis de structurer notre relation bilatérale par la signature du traité de partenariat stratégique. De nombreux accords commerciaux ont pu être concrétisés. Mais la signature de ce traité de partenariat stratégique fixe un cadre très ambitieux pour nos relations. Déjà, certaines thématiques évoquées dans ce partenariat ont considérablement progressé.

Lundi dernier, Anne-Marie Idrac a tenu avec son homologue kazakh une seconde session de la commission mixte. Cette réunion a permis de préparer le prochain déplacement du président de la République française au Kazakhstan. Dans ce contexte difficile, nos gouvernements ont décidé de dépasser le conjoncturel. La préparation de cette visite constitue un engagement déterminé des autorités françaises à faire aboutir cette relation privilégiée.

Sur le plan économique, plus que la redynamisation du cadre des échanges bilatéraux, c'est une relation qui va s'inscrire dans la durée parce que l'on parle de secteurs structurants pour la relation bilatérale, plus globalement pour l'économie mondiale. Il s'agit de secteurs prioritaires comme les hydrocarbures, le nucléaire, le spatial ou les partenariats technologiques.

Sur le plan des hydrocarbures, Total est engagé de manière déterminée et durable dans la mise en œuvre du gisement de Kashagan, qui est le plus important projet industriel jamais mené. Le groupe français est engagé plus largement dans la relation bilatérale. J'en veux pour preuve sa participation active dans le Conseil des affaires franco-kazakhstanais.

Areva, dans le domaine du nucléaire, est présent au Kazakhstan depuis une douzaine d'années. Il entretient un partenariat remarquable avec KazAtomProm à travers la *joint venture* Katco. Areva souhaite faire de ce pays l'un de ses plus importants fournisseurs. Un tiers de la production kazakhstanaise d'uranium sera assuré par Katco.

Les différentes entreprises françaises dans le domaine du spatial souhaitent répondre à la volonté du président Nazarbaïev d'avoir des capacités industrielles sur place. Ce dossier évolue très favorablement, tant d'un point de vue institutionnel, à travers la signature de l'accord cadre entre les deux agences spatiales, que d'un point de vue industriel.

La coopération dans le domaine des technologies de pointe progresse rapidement, grâce au dynamisme de M. Darrason. L'instauration d'un centre franco-kazakhstanais de transfert de technologies est une initiative extrêmement prometteuse.

Tous ces exemples, et bien d'autres, ont été confirmés lors de la réunion de la commission mixte. Cela permet de mieux caractériser la relation qui va unir la France et le Kazakhstan. Nous ne souhaitons pas seulement nous situer dans une relation de vendeur à acheteur, nous souhaitons un partenariat industriel à la mesure des enjeux entre les deux pays. Le gouvernement s'y est engagé.

Dans cette perspective, Mme Idrac et son homologue kazakhstanais ont entrepris de créer le Conseil des affaires franco-kazakhstanais. Un accord intergouvernemental a été signé, en marge de la visite du président Nazarbaïev en France, au printemps dernier. Moins de huit mois plus tard, trois sessions de ce conseil se sont tenues. Les débats qu'il a fait naître sur le financement des projets, sur les difficultés d'accès au marché, sur la formation aux ressources humaines, permettent d'améliorer le déroulement des affaires courantes, mais aussi d'anticiper l'ampleur et le développement des relations bilatérales. L'ensemble des pistes dégagées a donné lieu à un rapport remis à la ministre. Elles ont été relayées lors de la commission mixte qui s'est tenue lundi dernier. Des solutions concrètes seront mises en place rapidement.

Le Kazakhstan est au cœur de la stratégie européenne vis-à-vis de l'Asie centrale. La relation redynamisée entre la France et le Kazakhstan a permis de faire entrer en vigueur la stratégie européenne vis-à-vis de l'Asie centrale. La présidence française de l'Union européenne a pu organiser le premier forum réunissant l'ensemble des Etats membres et les pays d'Asie centrale.

Les enjeux sont fondamentaux : la sécurité énergétique, l'approvisionnement en eau. Ils ont donné lieu à une déclaration commune inédite et sont au cœur des préoccupations du partenariat que l'Union européenne veut sceller avec les pays membres de cette région. D'autres enjeux moins économiques ont également été discutés, démontrant que la relation bilatérale est une relation globale.

Je reviens sur la relation en matière énergétique. Une orientation plus importante des flux énergétiques du Kazakhstan vers l'Europe est souhaitable. C'est un des éléments forts de la stratégie européenne vis-à-vis de l'Asie centrale, une priorité de l'ensemble des Etats membres. La proposition faite par Total sur le système KCTS permettrait de répondre à la question du transit par la voie Caspienne.

Autre sujet important, la question du gazoduc Nabucco. La contribution du Kazakhstan sera indispensable dans la réalisation de ce projet. Même si la France ne préside plus l'Europe, nous continuerons à être extrêmement actifs dans cette direction. La présidence tchèque partage cette vision.

Certes, notre ambition dépasse les aléas conjoncturels. Aujourd'hui, aucun pays ne peut échapper aux conséquences de la crise, mais nous avons sans doute des réponses communes à apporter.

Nous nous réjouissons que nos pays aient effectué des choix communs sur la relance de l'investissement et le soutien au secteur bancaire. Le Kazakhstan a mis en place des plans (environ 20 Md€). Nous travaillons dans la même direction.

Nous ne souhaitons pas que les grands projets stratégiques soient remis en cause pour des questions de financement. C'est pourquoi nous examinons la possibilité de prendre en garantie le fonds stratégique Samerouk-Kazyna.

En termes de financement concessionnel, dans le cadre d'une enveloppe redimensionnée, nous sommes disposés à étudier les projets utiles au développement du Kazakhstan. Je cite le domaine de l'eau, celui des transports ferroviaires, des transports urbains et celui de la météorologie.

Nous serons d'autant plus forts que nous ne remettrons pas en cause les projets utiles pour l'avenir, qui mettent en œuvre la dimension technologique de notre relation bilatérale. Elle est fondamentale car porteuse de plus de valeur ajoutée de part et d'autre.

Je voudrais insister sur deux sujets : l'agriculture et l'agroalimentaire. Nos deux chefs d'Etat ont rappelé le potentiel important de nos pays dans ces domaines. Des initiatives seront prises prochainement par la mission économique au sein de l'ambassade de France au Kazakhstan et par M. Darrason. Je vous invite à les suivre, car ce sont des projets de grand avenir.

Il y a là les lignes d'un agenda bilatéral extrêmement ambitieux pour faire avancer les différents leviers d'action dont nous disposons désormais. Les rencontres politiques, la commission mixte, le Conseil des affaires franco-kazakhstanais, les séminaires doivent interagir, fonctionner en réseau. Sur le plan économique, les travaux de ce séminaire doivent permettre d'alimenter la relation, voire d'orienter les relations du Kazakhstan avec l'Union européenne.

Je vous souhaite des débats vivants, dynamiques, qui constitueront autant de jalons pour la principale échéance qui nous attend : la visite du président de la République, Nicolas Sarkozy, au Kazakhstan dès la fin du premier semestre de cette année.

France-Kazakhstan : la relation indispensable

II. TABLE RONDE 1

"DIX-SEPT ANS D'INDEPENDANCE DU KAZAKHSTAN : ENVIRONNEMENT STRATEGIQUE ET DEFIS DE SECURITE"

Coprésidée par

M. Sanat KUSHKUMBAYEV,

Premier adjoint du directeur de l'Institut kazakh des recherches stratégiques

M. Pascal BONIFACE,

Directeur de l'IRIS

M. Pascal BONIFACE, Directeur de l'IRIS

Ce forum franco-kazakh fait suite à un constat : la relation entre la France et le Kazakhstan, et plus largement entre l'Union européenne et le Kazakhstan, est indispensable mais pas suffisamment développée. Le but de ce séminaire doit être, entre autres, de travailler au renforcement de cette relation et de ce partenariat.

Dans un pays où l'on parle encore "d'espace post-soviétique", on a un peu trop tendance en Europe à se tourner vers Moscou sans percevoir le Kazakhstan et, plus largement, l'Asie centrale. Pourtant, les risques et opportunités de cette région sont autant de domaines privilégiés et d'interaction.

D'abord, l'Asie centrale est proche de l'épicentre des grands séismes géostratégiques de ce début du XXI^e siècle, et avant tout de l'Afghanistan. Le Kazakhstan, qui est une puissance régionale incontestable, peut jouer un rôle stabilisateur très important dans cette zone devenue vitale non seulement pour la France et l'Union européenne, mais également pour l'OTAN.

Ensuite, le Kazakhstan, riche en gaz et pétrole, est un partenaire-clef pour renforcer la sécurité énergétique de l'Europe et de la France. Même si les cours des matières premières énergétiques ont baissé récemment, la tendance structurelle est plutôt à l'élévation. Le conflit gazier russo-ukrainien est venu rappeler l'importance des flux énergétiques et de la sécurité des approvisionnements.

Enfin, le Kazakhstan est l'une des économies les plus dynamiques de l'espace post-soviétique. Pourtant, les entreprises françaises y sont encore trop peu présentes.

Pour citer le président Nazarbaïev, quels sont "les chemins du Kazakhstan vers l'Europe" ou "les chemins du Kazakhstan vers la France" ?

Au moment où les autorités de ces deux pays donnent une impulsion significative, le but de ce premier forum stratégique est d'identifier nos intérêts mutuels et les différentes voies de coopération pour donner toute sa dimension à une relation trop longtemps négligée.

M. Sanat KUSHKUMBAYEV, Premier adjoint du directeur de l'Institut kazakh des recherches stratégiques

Le Kazakhstan est connu dans le monde comme un pays riche en ressources premières (pétrole, gaz). Aujourd'hui, nous aspirons à passer à une étape supérieure. De ce point de vue, la crise économique actuelle a des côtés positifs, car elle nous permet de réviser notre politique.

L'Union européenne est le partenaire numéro un dans notre stratégie économique (25 % de nos échanges se font avec elle) et la France l'un des partenaires-clefs du Kazakhstan. La politique

extérieure du Kazakhstan ne vise pas à trouver des partenaires exclusifs. Notre souhait est d'avoir un équilibre stratégique et, ainsi, de coopérer avec la Russie, la Chine, les Etats-Unis, dont les buts géostratégiques sont différents. C'est pourquoi l'Union européenne constitue un partenaire très intéressant. Nous sommes optimistes quant au développement de cette relation.

Le programme "la voie vers l'Europe" définit les bases de notre travail dans le domaine économique, mais aussi politique, pour une société plus dynamique. En 2010, le Kazakhstan présidera l'OSCE. Ce sera l'occasion d'intensifier notre relation avec l'Union européenne.

S'agissant de notre politique extérieure, nous envisageons la création de partenariats avec nos voisins de la mer Caspienne (Afghanistan et autres pays de l'Asie centrale). D'un point de vue économique, le Kazakhstan est leader en Asie centrale, représentant près de 70 % du PIB de la région. Ainsi, nous sommes capables d'aider au bon développement économique de cette région.

Nous souhaitons créer une communauté intégrée ou une structure pour développer les relations et l'économie de nos voisins. La coopération avec eux est l'une de nos priorités stratégiques. L'Union européenne soutient la formation d'un forum économique d'une région intégrée à l'Asie centrale. Nous pourrions bénéficier de son expérience tout en l'adaptant à notre pays.

L'aide de l'Union européenne nous serait précieuse pour résoudre nos problèmes dans le domaine du transport. Beaucoup de flux partent vers la Russie, qui est notre partenaire stratégique pour le commerce extérieur, puis vers la Chine, dont la croissance économique est un défi pour nous.

M. Kabibulla JAKUPOV, Député, Membre du Comité des affaires internationales, de défense et de sécurité

En 1991, au moment de son indépendance, le Kazakhstan a hérité d'une économie agonisante et en plein éclatement (inflation record, chômage, déficit de la production industrielle). Il a connu une récession, avec une baisse 50% de la production industrielle, de 60 % du PIB, de 70 % de la production agricole, et une chute des salaires.

A la même époque, nous avons été rattrapés par la crise asiatique ; puis, nous avons subi la dévaluation du rouble russe. Néanmoins, grâce au président Nazarbaïev, nous avons pu réaliser un programme de transformation et de modernisation politique et économique. Aujourd'hui, le Kazakhstan est reconnu comme un pays leader sur le plan de la transformation de l'espace post-soviétique. Il dispose d'un énorme potentiel sur le plan agroalimentaire et du transit. Les réserves en pétrole sont assurées pour cinquante ans, celles du gaz pour soixante-quinze ans.

Le Kazakhstan occupe la 2^{ème} place en termes de réserves d'uranium, la 4^{ème} pour les réserves de manganèse, de zinc, la 7^{ème} pour les réserves de plomb et de fer, de cobalt, la 8^{ème} pour les réserves d'or. Tout cela crée un climat favorable aux investissements étrangers : 60 Md\$ ont été investis dans l'économie kazakhstanaise. Les ressources intérieures ont atteint 80 Md\$.

Grâce à ces performances, le Kazakhstan est le pays le plus performant du monde en terme économique.

Nos holdings ont pris des participations dans l'économie leader (énergie, métallurgie) et autres secteurs économiques clefs de l'Europe. C'est le cas de la compagnie pétrolière du Kazakhstan (Rompetrol). Deux centrales électriques ont été achetées en Bosnie Herzégovine, ainsi que des actions d'une grande compagnie atomique, et des banques en Turquie et en Arménie. La création du centre financier régional à Almaty a permis de mobiliser les ressources financières du Kazakhstan et d'Asie centrale, offrant ainsi une plate-forme favorable aux investisseurs.

Notre pays a mis tout particulièrement l'accent sur la haute technologie et le transfert de savoir-faire. Ainsi, nous pouvons parler du caractère stratégique de ses relations avec l'Union européenne.

Après la Russie, le Kazakhstan est devenu le partenaire économique dominant des pays de l'UE. Durant les trois dernières années, les échanges commerciaux ont dépassé ceux réalisés avec tous les autres pays de l'Asie centrale et du Caucase.

Notre pays se caractérise par la tolérance interethnique. Malgré la configuration très compliquée de notre société, nous avons pu canaliser cette énergie sociétale en créant des institutions représentatives d'échanges interethniques.

Dans le domaine religieux, le dialogue interconfessionnel, interreligieux, est devenu très important pour "nourrir" notre démocratie kazakhstanaise. Ce domaine est souvent cité en exemple en matière de gestion des affaires religieuses. Le 3^{ème} congrès mondial des représentants des grandes religions se tiendra de nouveau dans notre pays. Grâce à ces processus de régulation démocratique, la société multiculturelle fonctionne bien au Kazakhstan. Les représentants de cent trente nationalités et de quarante-cinq confessions vivent en paix. L'assemblée des peuples du Kazakhstan est une instance consultative auprès du président, dont l'influence sur la vie politique du pays est réelle.

L'économie de marché fonctionne correctement. Le parlement est en exercice. Le tissu des ONG est très dense. 85 % des médias sont privés et libres d'expression. L'Etat continue d'approfondir la politique de démocratisation de la société en vue de construire un Etat de droit.

Cette région exemplaire est intégrée dans le tissu de l'économie internationale et dans le processus de politique internationale.

Pour consolider la sécurité des régions de l'Asie centrale, nous élargissons la coopération avec les pays de l'Union européenne. Notre président a initié un programme gouvernemental "la voie vers l'Europe" pour attirer de nouveaux investisseurs et améliorer notre base législative, la rapprochant des standards de l'Union européenne. Ce programme correspond à la vision stratégique de la place du Kazakhstan dans le monde. Avec la présidence de l'OSCE, il entend consolider les principes fondateurs dans les domaines militaro-politique, économique, écologique et humanitaire.

Les projets prioritaires de coopération entre le Kazakhstan et l'Union européenne portent sur l'approfondissement du dialogue politique, le domaine commercial, les investissements, le transit, le domaine culturel et les droits de l'Homme.

Parmi les défis majeurs, nous pouvons citer l'impact de la crise économique et financière, qui touche particulièrement les jeunes économies. Le risque de récession est présent et crée un sentiment d'incertitude.

Le programme anti-crise du président Nazarbaïev comprend cinq axes : la stabilisation du secteur financier, des actions en termes de logement, de construction, un soutien aux PME, un soutien des projets d'investissement. L'amélioration de la prospérité et du bien-être social de la population est l'une de nos priorités. Malgré la crise, tous les engagements sociaux pris par l'Etat en 2009 seront respectés.

Le Kazakhstan a un potentiel de transit énorme. Sa voie géographique privilégiée entre l'Orient et l'Occident est stratégiquement importante. Il faut construire des autoroutes et améliorer les infrastructures. Les investissements européens seront les bienvenus pour une coopération public/privé, avec une possibilité de concession d'exploitation.

S'agissant du transport maritime, il est envisagé de développer le corridor de transport transcaspéen des hydrocarbures (Bakou-Tbilissi-Ceyhan), de moderniser le port d'Aktau pour accueillir les tankers, mais aussi le port de Kuryk pour le commerce de pétrole.

D'autres domaines sont prioritaires : l'enseignement, le social, la médecine.

M. Emmanuel MAURIN, Sous-directeur des questions régionales, Délégation aux affaires stratégiques du Ministère de la Défense

Je vais lancer quelques pistes de réflexion sur les questions de sécurité dans cette zone regroupant cinq Etats relativement jeunes, qui fut longtemps sous souveraineté russe et soviétique, qui jouxte une zone d'insécurité majeure : la zone afghano-pakistanaise. Aux dynamiques propres des cinq pays

constituant la zone d'Asie centrale, s'ajoutent les stratégies de grands acteurs (Russie, Chine, Etats-Unis). Dans ce cadre, l'Union européenne et la France ont un rôle à jouer.

Les enjeux de sécurité en Asie centrale relèvent de trois grandes catégories.

Il s'agit de la stabilité et de la maturité politique de jeunes Etats où perdurent ici et là quelques différends. Au Tadjikistan, c'est la lente émergence d'une société civile dans un pays récemment déchiré par la guerre civile (1992-1997). Depuis 2006, des tensions interétatiques perdurent entre l'Ouzbékistan d'un côté, le Tadjikistan et le Kirghizstan de l'autre, sur la gestion de l'eau des fleuves Syr Daria et Amou Daria. Dans ce cadre, le Kazakhstan fait figure de modèle. En 2010, sa présidence de l'OSCE témoigne de son ouverture vers l'Europe.

Les enjeux de sécurité énergétique sont déterminants et illustrent l'interdépendance et la dépendance des uns et des autres. Le Kirghizstan et le Tadjikistan dépendent fortement de leurs voisins ouzbeks, kazakhs et turkmènes quant aux hydrocarbures. En janvier dernier, la décision de l'Ouzbékistan de doubler son volume de gaz vendu à GazProm a suscité l'inquiétude de ses voisins kirghizes et tadjikes.

Un enjeu résulte de la situation en Afghanistan. 80 % de l'héroïne circulant dans le monde provient des laboratoires clandestins d'Afghanistan et transite par l'Asie centrale en direction de la Russie, de l'Europe, de la Chine et des Etats-Unis. Les frontières sont difficiles à contrôler sur des milliers de kilomètres, délimitant des immensités souvent vides. Cela génère une très forte criminalité, organisée autour de nombreux autres trafics.

Autre menace, celle du terrorisme. La crise économique mondiale ne sera pas sans conséquence au niveau sécuritaire. La crise en Asie centrale risque de se propager par deux canaux principaux : le retour des travailleurs expatriés dans leur pays d'origine et la chute des cours des matières premières. Les migrants travaillant en Russie génèrent l'équivalent de 30 % du PNB de nombreux Etats d'Asie centrale. Au Tadjikistan, ce chiffre dépasse les 50 %. L'économie peu diversifiée de certains pays d'Asie centrale repose principalement sur l'exportation de matières premières. L'Ouzbékistan a dû faire face au retour de 700 000 à 1 million de migrants venant de Russie, d'où l'augmentation du chômage et une tension sécuritaire.

Les principaux enjeux de sécurité de la Russie reposent sur la sécurisation des frontières extérieures de la CEI. Elle doit solder l'héritage eltsinien, qui avait conduit à un repli russe de la région. Elle a la volonté de contrer l'influence américaine. Les Russes, échaudés par les exemples ukrainiens et géorgiens, voire kirghizes, refusent de voir appliquer le schéma suivant : changement de régime + démocratie = stabilité. Ils estiment que la stabilité économique passe par le respect de la stabilité politique et intérieure des pays et des frontières, partageant en cela l'opinion de la Chine.

Le retour de la Russie correspond également à une volonté de combler un vide sécuritaire compte tenu de l'influence pernicieuse du conflit afghan. Il s'agit également de créer une sorte de tampon sécuritaire vis-à-vis du risque de trafics de drogue et du terrorisme islamique grâce à un premier rideau (Turkménistan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Kirghizstan), et de sécuriser les 7000 kilomètres de frontières communes avec le Kazakhstan.

La Russie souhaite préserver et protéger la diaspora russe dans la région, qui représente un formidable levier d'influence.

L'institutionnalisation du Traité de sécurité collective en Organisation du traité de sécurité collective en 2002 participe de cette volonté politique de retour russe, de ce souci de stabiliser le flanc sud et de contrôler la présence américaine et "otanienne" dans la région. Il s'agit également de contrebalancer l'influence de la Chine dans la région en lui refusant tout rôle stratégique.

Son sentiment de faiblesse à la fin des années 90 a conduit la Russie à des compromis et à l'acceptation de la présence américaine au lendemain du 11 septembre. La stratégie russe à l'égard de l'Afghanistan, donc des Etats-Unis, est inchangée : ni victoire ni défaite dans ce pays, en attendant de pouvoir jouer un rôle plus conséquent. La Russie a accepté la présence chinoise, qui s'imposait de plus en plus sur le plan économique, tout en veillant à ce que ce poids économique ne la conduise sur le champ stratégique qui pourrait alors se transformer en une zone de vigilance.

Les enjeux de sécurité de la Chine en Asie centrale sont déterminants.

La Chine recherche des matières premières pour soutenir sa croissance et diversifier ses voies d'approvisionnement. A cet égard, l'oléoduc Kazakhstan/Chine et le gazoduc Turkménistan/Kazakhstan/Chine sont primordiaux.

De plus, la Chine souhaite rééquilibrer sa croissance en profitant du dynamisme économique de l'Asie centrale. L'Asie centrale est pour la Chine un marché d'exportation de ses biens de consommation courante.

L'enjeu sécuritaire est majeur pour la Chine. A l'origine, il fut aussi prégnant que l'enjeu économique. La naissance de jeunes nations, après l'implosion de l'URSS dans les années 90, a ravivé la crainte du nationalisme ouïghour au Xinjiang, ainsi que les suspicions de liens entre le mouvement islamique d'Ouzbékistan et le séparatisme ouïghour. De cette situation est né en 1986 le groupe de Shanghai pour lutter contre les trois maléfices (expression chinoise) regroupant le terrorisme, le nationalisme, le séparatisme.

Les enjeux stratégiques pour la Chine sont de deux ordres :

- La crainte à moyen et long terme de l'encerclement américain avec, sur sa façade orientale, l'alliance nippo-américaine. Une présence américaine trop forte en Asie centrale renforcerait ce sentiment. La tolérance par la Russie d'implantation de bases américaines en Asie centrale, suite aux événements relatifs à la guerre en Afghanistan, a été vécue en Chine comme un manquement au partenariat stratégique russo-chinois.
- Le besoin de stabilité à l'Ouest. L'enjeu majeur pour la Chine reste à l'Est, notamment la question de Taiwan. *A contrario*, on peut penser qu'une sécurisation ou une baisse d'intensité du conflit tawainais consécutif à l'élection du Kuomintang et du président Ma en janvier dernier pourrait conduire à une stabilisation de cette zone de conflit, réorientant ainsi les enjeux de sécurité chinois vers sa zone occidentale.

Les limites de la présence chinoise sont similaires à celles observées en Afrique : peu de retombées locales en termes d'emplois, une main-d'œuvre sur les chantiers souvent d'origine chinoise. Le risque est de voir ces pays devenir des exportateurs bruts, notamment les moins riches et les moins développés, sans que soit apportée une réelle plus-value.

La critique récurrente sur la qualité des biens de consommation courante dans les pays les plus fragilisés tend à développer un rejet latent.

Les enjeux de sécurité des Etats-Unis en Asie centrale sont plus connus. Il s'agit des enjeux énergétiques, des besoins de sécurité au sens large (trafics de drogue, trafics de tous ordres, lutte contre le terrorisme et appui aux opérations en Afghanistan). Stratégiquement, les routes logistiques en direction de l'Afghanistan sont peu nombreuses. L'option iranienne étant exclue, il reste l'option pakistanaise (deux routes : la route de Karachi, Peshawar jusqu'à Kaboul ou celle qui passe par Quetta, Kandahar et Kaboul) et l'option de l'Asie centrale.

En France, un accord de transit est en cours de finalisation pour le matériel non létal et la possibilité d'utiliser la base aérienne d'Almaty en cas d'urgence.

Au Tadjikistan, des accords sont en cours, consécutifs au Sommet de Bucarest de mars dernier, pour le transit de frètements militaires, ainsi que des projets de réfection de ponts à la frontière.

En Ouzbékistan, après la fermeture de la base K2 en 2005 et de l'espace aérien le 1^{er} janvier 2006, les négociations ont repris. Le général Pétraeus s'est rendu plusieurs fois dans ce pays pour démêler la situation. Les Allemands utilisent déjà une base à Termez.

Le Turkménistan a une politique de neutralité.

Au Kirghizstan, vous connaissez les avatars de l'avenir de la base de Mana. L'annonce de cette fermeture a suivi de près l'annonce d'un crédit d'Etat intéressant que la Russie offrait à ce pays. Ce crédit avait déjà été annoncé en août 2007, en marge de l'organisation de coopération de Shanghai. Il faisait le pendant à une proposition chinoise d'investissement massif dans une voie ferrée Kirghizstan/Chine. La traçabilité de ce crédit est intéressante. Il semble qu'il ait pu être orienté en

premier lieu pour contrôler l'influence chinoise. La situation sur l'avenir de cette base est actuellement bloquée. Aucune notification n'a été faite à la partie américaine.

Les enjeux pour la France et l'Union européenne sont de plusieurs ordres. Comme le soulignait M. Kushkumbayev, la France et l'Europe ont une carte à jouer compte tenu de son image moins offensive que celle des autres grands acteurs géostratégiques dans la région. En termes de défense, des coopérations solides peuvent se nouer sur la sécurisation des frontières pour lutter contre différents trafics, ainsi qu'en termes d'appui aux capacités de souveraineté de ces pays.

Quelles peuvent être les conséquences de la crise économique auprès des grands acteurs régionaux ?

Je me garderai de faire des pronostics. Elle peut conduire la Russie à avoir une stratégie plus active et offensive auprès des pays les plus fragilisés de cette zone.

Quant à la Chine, elle table toujours sur une croissance de 8 % l'an prochain. Les experts pensent qu'elle devrait plutôt se situer aux alentours de 6,5 %. Quelle sera sa stratégie en termes de dynamisme économique ? Quel sera l'avenir de sa stabilité intérieure ?

M. KARIBZHANOV

Les Kazakhstaniens ne migrent pas vers d'autres pays. Dans les conditions actuelles de crise mondiale, nous avons de nombreux migrants au Kazakhstan, ce qui représente un risque pour notre pays. Des mesures sont prises, mais nous ne pourrions pas réduire leur nombre à zéro.

M. Philippe SIDOS, Professeur au Collège interarmées de défense, ancien attaché de défense au Kazakhstan

Depuis septembre 2008, j'assure les fonctions de professeur au Collège interarmées de défense, qui forme chaque année plus de deux cents officiers supérieurs des Armées françaises et accueille plus de cent vingt stagiaires étrangers de soixante-quinze pays. Un lieutenant colonel kazakhstaniens a suivi ce stage de 2007 à 2008.

Je renouvelle avec insistance cette offre de stage car, d'après le ministre de la Défense, M. Akhmetov, vous souhaitez notre participation pour soutenir la formation d'officiers ou d'experts dans les domaines des études géostratégiques, de la recherche opérationnelle et de la planification de haut niveau. Des actions annuelles sont conduites avec l'IHEDN. A l'Ecole de guerre, le stage, qui dure dix-huit mois, est très intensif et particulièrement apprécié des officiers des pays que nous accueillons. Si l'Ecole de guerre répond à la demande, une condition majeure reste la maîtrise de la langue française. Face à l'anglais et au russe, notre tâche n'est pas simple.

J'ai eu le plaisir d'être attaché de défense au Kazakhstan de 2005 à 2008, et de contribuer ainsi à la dynamique de la coopération militaire entre nos deux pays. Au début de l'année 2000, je me suis rendu pour la première fois à Astana. De 2001 à 2002, j'ai séjourné au Tadjikistan pour préparer les capacités de soutien de ce pays à notre opération en Afghanistan.

La nostalgie du Kazakhstan demeure très vive. C'est pourquoi, l'an dernier, je me suis permis d'encourager et de soutenir la venue d'une centaine de stagiaires de l'Ecole de guerre au Kazakhstan, à l'occasion de leur voyage d'études annuel.

Des ciments de qualité renforcent les liens entre nos deux pays ; le collège de guerre en est un. La délégation sera conduite par le général Desportes, directeur du Collège interarmées de défense. Je remercie par avance les autorités kazakhstaniennes qui nous aideront à réaliser ce voyage d'études, dont le but prioritaire est de faire appréhender à nos officiers la réalité économique et géopolitique du Kazakhstan, qui s'intègre chaque jour un peu plus à notre espace de sécurité commun. Il suffit de citer l'exemple de l'Afghanistan, qui représente un enjeu majeur et incontournable pour la sécurité de nos deux pays.

J'ai pu appréhender le dynamisme tant dans le domaine de la recherche stratégique de sécurité régionale que des efforts faits par le ministère de la Défense du Kazakhstan pour moderniser ses concepts opérationnels, ses équipements, et acquérir une technologie de pointe.

La coopération militaire internationale est officiellement intégrée à la politique multivectorielle exposée dans les textes officiels du gouvernement de la République du Kazakhstan. Le Kazakhstan insiste sur son besoin sécuritaire à travers ce que je résume par cette phrase : *"La coopération multivectorielle, c'est la paix."*

Lors d'un entretien entre le général directeur de la coopération militaire de défense française et le vice-ministre des Affaires étrangères du Kazakhstan en novembre 2007, il fut mentionné que le Kazakhstan était le premier partenaire de la coopération militaire de la France en Asie centrale. La partie kazakhstanaise a rappelé que son pays était ouvert à la coopération militaire avec plusieurs pays, mais que ses axes politiques devaient tenir compte de la présence de deux puissants voisins (Chine et Russie) et que cette relation influait sur les partenariats avec l'Union européenne.

En mars 2007, le ministre de la Défense, M. Akhmetov, insistait sur la formation des cadres et les projets industriels tels que les communications, les navires, l'acquisition de matériels interopérables, ainsi qu'un projet d'usine de munitions.

Nous avons bien appréhendé et pris en compte les préoccupations de sécurité régionale et de construction d'un outil de défense performant au Kazakhstan. Le transfert de technologie se situe au cœur du partenariat industriel et militaire. Prenons l'exemple des projets liés aux navires, avec des sociétés comme DCNS, le chantier d'Ouralsk, la société Thalès dans le domaine des communications.

Le lien est indissociable entre la technologie et la formation des personnels. Je mentionne les audits que nous avons conduits, les travaux en commun dans le domaine des communications et de la marine. Lors de la réunion des attachés de défense en 2008, à Astana, ces actions de coopération de la France ont été citées comme un exemple du partenariat et du soutien à la modernisation des forces armées kazakhstanaïses. Un audit de la marine fut réalisé entre 2006 et 2007. Un audit de l'Institut des transmissions fut conduit en 2008.

Notre but était d'établir un partenariat pour assister les armées kazakhstanaïses dans leur développement opérationnel, et ainsi apporter notre expertise à une jeune armée qui souhaite disposer de moyens modernes, adaptés et intégrés à l'espace de sécurité de l'Organisation du traité de sécurité collective.

Nous avons été soumis à une concurrence commerciale et opérationnelle efficace. Les décisions ont été prises après des analyses et des études techniques réalisées par des experts kazakhstanaïses de haut niveau, qui ont effectué les choix répondant le mieux tant aux besoins techniques que sécuritaires de leur nation.

Il convient également de mentionner les accords dans le domaine de la défense, qui pourraient être finalisés à l'occasion de la visite du président Sarkozy. Rappelons pour mémoire l'accord de transit à destination de l'Afghanistan, l'accord dans le domaine de la coopération de défense et l'accord pour soutenir la coopération dans le domaine de l'armement.

Une exposition des matériels modernisés ou des projets de modernisation s'est tenue le 6 mai 2007 à Astana. Toute la gamme des matériels a été présentée (chars, véhicules de combat d'infanterie, transmissions, défense aérienne, artillerie). Ce sont des sociétés israéliennes et russes qui assuraient les fondements de ces projets.

Au printemps 2008, un exercice commun a été réalisé entre la 31^{ème} brigade aéroportée de la Fédération de Russie et les forces aéromobiles du Kazakhstan. Il mettait en œuvre une force projetée à partir de Russie par des avions de transport stratégique, pour composer au Kazakhstan un groupement tactique interarmes commun, mis en action contre un ennemi traditionnel au niveau régional. Pour conclure, je mentionnerai la parfaite coopération et la coordination des armes qui a été démontrée dans cet exercice, sans insister sur le symbole fort que représente un tel exercice de projection.

M. François CAMPAGNOLA, Chargé de mission à la Délégation aux Affaires stratégiques

Pour les Kazakhs, le Traité de sécurité collective constitue-t-il une sorte de reliquat du passé ou est-il une organisation porteuse d'avenir pour la stabilité régionale ?

M. KUSHKUMBAYEV

Nous avons créé une organisation dont la base est ce traité, signé en 1992, grâce notamment à l'initiative de la Russie. Ce serait une erreur de penser que cette organisation de l'OTSC est un bloc anti-OTAN. Ce n'est pas le cas. Il n'existe pas des armées comparables aux armées de l'OTAN.

En décembre 2008, nous avons signé un accord sur la création d'une force spéciale dans le cadre de l'OTSC. Mais cette force, très limitée en quantité, est destinée à faire face à des situations d'urgence. Il ne s'agit pas uniquement de sécurité militaire. Le nom de cette organisation nous donne l'impression de revenir à l'époque de la guerre froide. Nous ne voulions pas utiliser l'expression "*sécurité collective*" mais "*sécurité coopérative*".

Le problème des migrants a été évoqué. Nous importons de la main-d'œuvre, mais nous n'exportons pas la nôtre. Des migrants saisonniers travaillent au Kazakhstan. C'est notre apport à la stabilisation de la situation dans notre région.

Les Etats-Unis et la Chine n'ont pas vu d'un bon œil la base de Mana au Kirghizstan, qui aurait pu servir certains intérêts. D'une manière générale, nous soutenons le rôle que jouent l'OTAN et les Etats-Unis dans cette région. Nous pouvons participer à ces opérations comme un territoire de transit.

Le rôle de la Russie n'est pas évident. Il convient de voir la complexité de la situation. L'on comprend les craintes de certains, notamment dans le cadre de la normalisation de la situation en Afghanistan. Mais je pense que l'on peut trouver un consensus.

L'Organisation de coopération de Shanghai n'est pas un bloc. Elle est composée de pays dont les économies sont différentes, la Chine et la Russie étant des géants économiques. Elle ne prévoit pas de coopération militaire, mais plutôt une coopération économique, politique, culturelle. Elle démontre qu'il est possible de coopérer avec des pays comme la Chine, qui est à l'initiative de nombreux projets.

M. Albert FISCHLER, Professeur honoraire

Monsieur Kushkumbayev vient de faire allusion à l'OCST. En quoi l'Europe peut-elle avoir un rôle de relation et d'influence dans la Conférence internationale pour la mesure de la confiance en Asie (CIMCA), qui regroupe la plupart des protagonistes intéressés par les problèmes géostratégiques en Asie centrale, mais aussi au Proche-Orient ?

M. KUSHKUMBAYEV

En 2010, le Kazakhstan va présider l'OSCE. La CIMCA commence son travail. La Turquie en prendra la présidence en 2010 jusqu'en 2014. En 2010, nous pensons créer un forum commun entre l'OSCE et la CIMCA, car il nous semble très important que ces deux organisations coopèrent. Il existe plusieurs dimensions (militaire, économique, culturelle). Trois organisations internationales sont observatrices, dont l'ONU. Ce processus prend de l'ampleur. Des pays européens pourraient devenir observateurs et permettre de soutenir l'avancement de ce dialogue.

En 2011, le Kazakhstan présidera l'Organisation de la conférence islamique. Nous avons une opportunité d'activation du dialogue entre le monde occidental, le monde islamique et l'Asie centrale. Cela nous permet de lutter contre les préjugés, d'activer les relations économiques et culturelles.

M. Jacques DEVEZE, Haut-fonctionnaire au MEDDATT

Le problème de l'eau a été mentionné, soit dans le cadre de l'eau potable, soit en termes de gestion des bassins hydrographiques. Une coopération avec les pays voisins est en cours de développement. Une gestion partagée des eaux est-elle possible dans ce cadre ? Elle permettrait notamment de renforcer les efforts importants que votre pays est en train de développer.

M. JAKUPOV

L'eau est un problème d'actualité pour l'Asie centrale. Il existe des intérêts contradictoires et même des conflits locaux autour de l'eau. Le Kazakhstan est le huitième pays en superficie dans le monde, deuxième après la Russie dans l'espace post-soviétique. La part des ressources en eau potable attribuée au Kazakhstan représente seulement 2 %. La répartition est inégale, si l'on se réfère au nombre d'habitants du Kazakhstan.

A moyen terme, nos régions du Sud manqueront d'eau potable. Nous comptons sur une coopération avec nos pays voisins pour l'exploitation des principales rivières (Syr-Daria, Amu-Daria). Nous dialoguons en permanence avec nos partenaires voisins. La question de l'eau est abordée lors des sommets entre les dirigeants des Etats. S'il est difficile de gérer ce problème à court terme, cette prise de conscience existe, surtout de la part des dirigeants du Tadjikistan, principal détenteur des ressources en eau, et du Kirghizstan. De ce point de vue, l'expérience européenne est très intéressante.

Le Kazakhstan a des besoins en eau spécifiques, durant la période d'été, pour l'agriculture. Il existe une sorte d'échange : le Kazakhstan aide le Kirghizstan et le Tadjikistan en matière de ressources énergétiques, en contrepartie de la fourniture en eau durant la période d'été.

M. KARIBZHANOV

Aujourd'hui, la gestion des ressources est commune, sachant que le Kazakhstan se trouve en aval de ces ressources.

S'agissant de l'utilisation de l'eau dans l'agriculture, il convient de moderniser le système.

Concernant l'eau potable, nous avons un programme gouvernemental qui demande de nombreux investissements. Ce serait un projet de coopération intéressant avec nos partenaires européens.

Nous avons quelques projets dans le domaine de l'économie de l'eau, mais insuffisants pour nouer une coopération avec nos voisins.

Lorsque l'on parle de l'Asie centrale, la problématique est transversale. Pour le Kirghizstan, l'eau n'est pas seulement une ressource pour l'agriculture, mais aussi une ressource énergétique. Il tire principalement son énergie des centrales hydroélectriques. En hiver, son besoin en énergie est plus important. En été, il utilise moins d'eau pour produire de l'énergie. L'idée serait de créer un consortium pour réunir sous un dénominateur commun eau et énergie.

Se pose également la problématique des grandes rivières dont l'amont est situé sur le territoire chinois. Grâce aux efforts de notre président, nous avons conclu un accord avec la Chine concernant l'utilisation des eaux transfrontalières.

III. TABLE RONDE 2

"LE KAZAKHSTAN ET LA SECURITE ENERGETIQUE DE L'EUROPE"

Coprésidée par

M. Christian MASSET,

Directeur général de la mondialisation, du développement et des partenariats, ministère des Affaires étrangères

M. Sansyzbay YESSILOV,

Député, Secrétaire du comité des finances et du budget

M. Sansyzbay YESSILOV, Député, Secrétaire du comité des finances et du budget

"Le Kazakhstan et la sécurité énergétique de l'Europe" est un sujet d'actualité pour le monde en général. Aujourd'hui, c'est un défi majeur car la crise économique mondiale va ralentir le flux des investissements dans les énergies alternatives et renouvelables.

Comment les questions de sécurité énergétique sont-elles gérées par le Kazakhstan ?

La dernière décennie a été marquée par une période de transformation économique et politique. J'en veux pour preuve la consolidation des relations stratégiques et économiques avec l'Europe et l'adoption du programme gouvernemental pour les trois ans à venir.

Le Kazakhstan fait beaucoup pour agrandir son potentiel, notamment dans l'extraction et l'exploration, dans le transport des hydrocarbures. Nous possédons une réserve de pétrole pour cinquante ans et de gaz pour soixante-quinze ans. La production gazière a augmenté de 7,3 milliards de m³. Nous avons en réserve 8 milliards de tonnes d'uranium. Dans notre pays, 12,3 millions de tonnes de pétrole ont été transformées (+ 2,1 %). Le secteur pétrolier et l'économie dans son ensemble sont redynamisés, notamment grâce aux investissements étrangers.

En 2008, un programme étatique a concerné le développement du secteur kazakhstanais de la Caspienne. L'arrêté du gouvernement prévoit une mise en œuvre de la deuxième étape de ce programme. Le 28 mai 2008, une loi a ratifié le traité entre le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan concernant le transport du pétrole sur le territoire du Kazakhstan via la Caspienne, dans le corridor Bakou/Tbilissi/Ceyhan.

Les accords signés entre notre compagnie nationale KazMunaiGaz et la compagnie azerbaïdjanaise prévoient la modernisation des capacités de production des usines de transformation pour porter le volume de production à 17 millions de tonnes. En 2008, l'extraction du gaz a été de 33,5 milliards de m³ (+ 113,2 %). L'export a concerné 5,7 milliards de m³ (+ 127 %). La production de gaz liquéfié s'élève à 1.445.000 tonnes, l'export à 1 million de tonnes.

Nous avons un programme pour moderniser et développer l'énergie électrique et le nucléaire. Le Kazakhstan est associé à un nombre important de projets de transit, qui assurent la prospérité économique du pays. Grâce à cela, un fonds national (Samrouk-Kazyna) a été créé pour stimuler l'innovation dans l'industrie. Malgré la crise, il va continuer d'être alimenté, afin de fournir des ressources pour les projets d'innovation. Un dispositif gouvernemental a été mis en place sur la fiscalité, les licences pour les technologies innovantes, afin de promouvoir le développement de l'industrie.

Le code fiscal va jouer un rôle très important dans les projets d'investissements. Un projet de loi concerne les réserves et l'utilisation du sous-sol. Notre parlement examine également un projet de loi concernant l'utilisation des énergies renouvelables, notamment dans le secteur électrique. Nous comptons sur l'apport des technologies françaises dans ce domaine.

Le Kazakhstan a beaucoup œuvré pour assurer la stabilité des contrats conclus avec les grandes compagnies pétrolières, stabilité nécessaire pour développer et promouvoir le *business* dans notre pays. Il est très important de conserver les financements ambitieux prévus pour les principaux projets structurants (exploration et production).

En outre, assurer la stabilité des tarifs de transit est un enjeu particulier dans le contexte de mise en œuvre de la charte énergétique.

Il convient de maximiser les profits d'extraction des ressources grâce aux nouvelles technologies, mais également de prendre en compte la problématique de l'écologie.

Pour conclure, notre pays se trouve dans une situation géopolitique spécifique. Il est nécessaire de faire contrepoids aux intérêts des grandes puissances mondiales, de maximiser les profits de cette situation, mais aussi d'éviter la domination d'un seul Etat en Asie centrale.

M. Christian MASSET, Directeur aux affaires économiques et financières au Ministère des Affaires étrangères

La sécurité énergétique est apparue un enjeu majeur au cours des deux dernières années. Avec la crise économique et financière, la consommation en énergie est tombée. De ce fait, les tensions ne sont plus ce qu'elles étaient. Mais elles réapparaîtront lorsque l'activité économique reprendra.

De ce point de vue, le Kazakhstan joue un rôle majeur. C'est un pays en pleine ascension dans la production énergétique (hydrocarbures, uranium). Une longue période se profile avec le nucléaire. De plus, le Kazakhstan se situe dans une région stratégique, entre des grands pays consommateurs et producteurs. Grâce à sa politique d'ouverture et à sa situation stratégique, le Kazakhstan peut jouer un rôle de "pont" sur toutes ces questions, d'où l'importance de développer une relation stratégique avec l'Union européenne et l'importance de la relation France/Kazakhstan.

C'est l'un des signaux qu'a voulu adresser le Premier ministre, François Fillon, lors de sa visite au Kazakhstan. Le premier forum Union européenne/Asie centrale a été organisé sous la présidence française. Il portait sur les enjeux de sécurité et comportait un volet énergétique très important. A cette occasion, le Kazakhstan a présenté son programme "la voie vers l'Europe 2009-2011".

La question énergétique est plus vaste que la seule question de la production et du transit. Elle renvoie à l'interdépendance, à la modernisation des systèmes et des marchés énergétiques, aux technologies, à l'amélioration de l'efficacité énergétique et aux investissements qui sont essentiels. Autour de l'énergie, des programmes plus vastes permettent de développer une relation très forte entre l'Union européenne, la France et le Kazakhstan.

Mme Laure DELCOUR, Directrice de recherches à l'IRIS

Dès le début des années 2000, la dépendance énergétique était identifiée par l'Union européenne, dans sa stratégie de sécurité, comme une préoccupation majeure. Avec les ruptures d'approvisionnement du gaz russe, l'insécurité énergétique a toujours été considérée comme une menace pour l'Europe.

Dans quelle mesure et à quelles conditions le partenariat avec le Kazakhstan peut-il permettre à l'Union européenne de renforcer sa sécurité énergétique ?

Dans la vision de la sécurité énergétique promue par la Commission européenne, qui repose sur une mise en concurrence des fournisseurs, le rôle du Kazakhstan est potentiellement très important. En effet, l'Union européenne et le Kazakhstan ont des intérêts complémentaires en matière énergétique, fondés sur la diversification. Le Kazakhstan est un acteur énergétique de premier plan dans l'ex-URSS. D'ici à quelques années, il va entrer dans le club très fermé des dix plus gros exportateurs de pétrole de la planète, d'où sa stratégie actuelle de développer et de diversifier ses marchés d'exportation. Dans cette perspective, l'Union européenne est un "client" intéressant pour lui.

Les ressources de la région de la Caspienne sont perçues à Bruxelles comme une opportunité d'assouplir sa dépendance à l'égard de la Russie. C'est le sens de la "feuille de route" qui a été préparée

par la Commission européenne sur la stratégie énergétique européenne, appelant à l'extension des sources et des routes européennes d'approvisionnement dans cette région.

Fondé sur des intérêts complémentaires, ce partenariat énergétique entre l'Union européenne et le Kazakhstan est extrêmement prometteur.

Le rapport remis au Premier ministre l'an dernier le soulignait, à court terme, les ressources kazakhes peuvent difficilement servir les objectifs de diversification de l'Union européenne. Dans les prochaines années, la Russie continuera à jouer un rôle-clef en tant que fournisseur de l'Union européenne, avec la prochaine mise en service du gazoduc North Stream, et comme exportateur vers l'Union européenne des hydrocarbures du centre asiatique. Pour l'heure, s'il subsiste encore des incertitudes sur les projets alternatifs permettant de relier l'Asie centrale à l'Europe, qu'il s'agisse de Nabucco ou d'autres projets, l'Union européenne fait des efforts considérables pour le désenclavement du Kazakhstan et le renforcement de la coopération en matière énergétique.

En 2006, l'Union européenne a signé un protocole d'accord avec le Kazakhstan pour développer des liens en matière énergétique et rapprocher la réglementation kazakhe de celle de l'Union européenne.

En 2008, les prêts garantis de la Banque européenne d'investissement à l'Asie centrale ont été étendus en vue de financer de grands projets d'approvisionnement et de transport d'énergie.

Ces mesures, indispensables pour un futur partenariat énergétique entre l'Union européenne et le Kazakhstan, sont peu susceptibles à court terme de changer le paradigme actuel de l'approvisionnement énergétique de l'Union européenne. Par ailleurs, il subsiste des interrogations de fond sur la stratégie énergétique européenne, donc sur le rôle possible du Kazakhstan dans l'approvisionnement de l'Union européenne.

Dans la stratégie européenne, quelle est l'articulation entre le dialogue énergétique avec la Russie et le partenariat avec le Kazakhstan et la région de la Caspienne ? Quel sens l'Union européenne veut-elle donner à la diversification de ses fournisseurs ? Comment Bruxelles perçoit-il les hydrocarbures kazakhs ? Comme un complément ou un substitut au gaz et au pétrole russe ? La perception des Etats membres est divergente. Alors que le rapport Mandil se prononçait plutôt en faveur d'un complément, certains nouveaux Etats membres penchent plutôt en faveur de l'option d'une substitution.

Le dialogue énergétique entre l'Union européenne et la Russie s'est heurté à la reprise en main par le Kremlin d'un secteur jugé stratégique et à l'attitude offensive de la Russie dans ses relations extérieures. Ce dialogue a également souffert de l'hétérogénéité des intérêts des Etats membres de l'Union européenne en matière énergétique. Il est à craindre que le même problème se pose avec d'autres fournisseurs. Changer de fournisseur suffira-t-il à assurer la sécurité énergétique de l'Union européenne ?

La pré-condition au potentiel de partenariat avec le Kazakhstan réside dans la réalisation d'un degré minimal de cohérence entre les positions des Etats membres pour la stratégie énergétique européenne.

Pour que le Kazakhstan trace sa voie vers l'Europe, l'Union européenne doit continuer à tracer la sienne, c'est-à-dire à progresser sur la voie de son intégration en matière énergétique pour mettre fin au paradoxe qui veut que, presque soixante ans après les débuts de la construction européenne dans le domaine de l'énergie, il n'existe toujours pas de politique énergétique commune.

M. MASSET

Les 19 et 20 mars prochains, deux points essentiels seront à l'ordre du jour du Conseil européen, la crise économique et financière, mais aussi la sécurité énergétique, pour lancer un plan d'action 2009-2011, développer une relation avec les différents fournisseurs et assurer la diversification.

Il ne s'agit pas d'opposer la relation que l'Union européenne peut avoir avec la Russie ou d'autres pays, mais que cela puisse fonctionner dans une relation d'interdépendance. L'Union européenne souhaite développer une relation très forte avec le Kazakhstan pour ses mérites propres.

M. Anuarbek AKHMETOV, Premier secrétaire de l'Ambassade du Kazakhstan en France

C'est un grand honneur pour moi de parler du rôle du Kazakhstan au niveau de la sécurité énergétique en Europe. Le volet énergétique devient un argument de plus en plus important au niveau géopolitique. Pour diminuer les tensions, il est important d'avoir une stabilité et une approche coordonnée.

Dernièrement, la compréhension de la notion de sécurité énergétique a changé. Il y a encore un an, si l'on parlait de la sécurité énergétique, l'on pensait à la sécurité des approvisionnements. Aujourd'hui, cette donnée est plus générale. Elle comprend la production, le transport et la vente des ressources énergétiques sur les marchés mondiaux. Les pays fournisseurs, les pays de transit mais aussi les grands consortiums interviennent dans le processus. Leur responsabilité est solidaire.

En tant qu'exportateur, le Kazakhstan connaît un fort développement. Il est conscient de son rôle et de sa responsabilité dans l'approvisionnement énergétique des pays de l'Union européenne. L'énergie est un facteur-clef. L'Union européenne figure en première place parmi les partenaires commerciaux avec le Kazakhstan.

Les pays de l'Union européenne ont investi plus de 35 Md\$ dans notre pays, soit plus de la moitié de tous les investissements étrangers. L'évolution de la coopération entre le Kazakhstan et les Européens s'est définie de manière très importante par leurs intérêts communs dans le secteur gaz/pétrole. Il est donc vital que le Kazakhstan ait une situation politique et économique stable. L'un de nos objectifs stratégiques est le renforcement du dialogue sur la sécurité énergétique régionale et globale avec la participation d'autres pays de l'Asie centrale.

Lors de la visite du président Nazarbaïev à Bruxelles, en décembre 2006, un mémorandum a été signé sur la coopération énergétique entre le Kazakhstan et l'Union européenne pour renforcer le dialogue dans ce domaine.

Le développement de notre industrie de production d'uranium et le secteur de l'énergie nucléaire est très important. Le Kazakhstan possède plus de 20 % des ressources mondiales d'uranium. En Europe, l'énergie nucléaire connaît un développement massif. Le Kazakhstan veut montrer qu'il est prêt à fournir cette ressource au pays de l'UE. Citons à titre d'exemple la coopération entre Areva et KazAtomProm.

L'harmonisation des approches des sociétés transnationales dans le secteur gaz/pétrole est importante. Actuellement, plus de 65 millions de tonnes de pétrole sont produites au Kazakhstan. En 2010, ce sera 84 millions de tonnes, 130 millions en 2015, soit 30 millions de barils par jour. Il convient donc de développer le réseau servant à transporter les hydrocarbures et d'autres produits de la région vers les marchés extérieurs (programme de transport du pétrole et du gaz en Europe, Inogate). Il faut élargir le gazoduc et l'oléoduc KTK, mettre en exploitation l'oléoduc de 1000 km Atasu-Alashankou. De même, il faut rajouter le Kazakhstan au projet Bakou-Tbilissi-Ceyhan.

Ce travail démontre la compréhension du Kazakhstan vis-à-vis des enjeux géopolitiques liés à ce sujet.

Comprenant les enjeux écologiques, nous allons continuer à travailler sur la diversification des voies de transport des hydrocarbures vis-à-vis du marché mondial.

S'il est fondamental d'assurer un équilibre dans la région de production des hydrocarbures de la mer Caspienne, il convient également d'assurer la stabilité de leurs zones de transit et de transport vers l'Europe. C'est essentiel pour l'économie du Kazakhstan, d'où la nécessité de diminuer les risques politiques et technologiques. Il est vital que les pays de l'Union européenne et de l'Asie centrale aient une approche commune sur ce sujet.

M. MASSET

Le Kazakhstan est une grande puissance nucléaire mondiale, avec ses ressources en uranium, d'où la nécessité de réduire les risques politiques et technologiques.

M. Alain PRZYBYSZ, Vice-président Caspian sea – Central Asia chez Total

Je souhaite vous parler du Kazakhstan, en tant que producteur majeur d'hydrocarbures, en abordant la question essentielle de leur exportation. Puis, je ferai un point sur le projet Kashagan. Pour éviter toute polémique, j'ai pris des chiffres qui circulent dans la profession et non ceux de Total qui sont un peu différents.

Nous connaissons l'importance du gaz d'Asie centrale pour l'approvisionnement de l'Europe. Le Turkménistan, l'Ouzbékistan et le Kazakhstan livrent près de 60 milliards de m³ par an de gaz à la Russie. Sans cet apport sur le court et moyen terme, Gazprom ne pourrait livrer à l'Europe les quantités qui lui sont nécessaires.

Le Turkménistan est l'acteur prépondérant dans la région. Mais, à moyen terme, la production kazakhstanaise devrait dépasser 30 milliards de m³/an et les exportations nettes atteindre 15 milliards de m³/an. Ont-elles vocation à passer par un système via la Russie ? La question est ouverte.

Le Kazakhstan a une position stratégique en termes de pays de transit des gaz d'Asie centrale vers la Russie. Tous les gazoducs approvisionnant la Russie à partir du Turkménistan et de l'Ouzbékistan passent par lui.

En 2007, un protocole a été signé entre la Russie, le Kazakhstan et le Turkménistan pour la reconstruction du gazoduc côtier dont la capacité atteindra 20 milliards de m³/an. Les Turkmènes souhaitent sans doute évacuer le gaz produit en mer par Pétronas sur le gisement de Livanov en mer Caspienne turkmène et évacuer le gaz produit avec le pétrole du champ de Tcheleken.

En 2007, un autre protocole a été signé entre la Russie, l'Ouzbékistan, le Kazakhstan et le Turkménistan pour remettre en état et accroître la capacité des gazoducs du Central Asian Center (CAC), construits à l'époque soviétique, pour les ramener à une capacité globale de 80 à 90 milliards de m³/an. Pour les Européens, ces ouvrages sont vitaux. En cas de mauvais fonctionnement, l'approvisionnement en gaz l'hiver serait problématique.

Le Kazakhstan figure parmi les grands acteurs mondiaux avec une production de pétrole de près de 1,5 million de barils par jour ; 1,2 million de barils sont exportés. Grâce à la mise en production de Kashagan et sa montée en puissance, la production à moyen terme du Kazakhstan atteindra 3 millions de barils par jour.

Le Kazakhstan aura alors une production du niveau du Venezuela, des Emirats arabes unis et produira plus que le Koweït ou le Nigeria. Toutefois, se pose un problème d'enclavement pour le pétrole kazakh ; les voies d'exportation sont difficiles à gérer. L'évacuation du pétrole kazakhstanaise se fait essentiellement à travers le territoire de la Fédération de Russie.

Tout en maintenant de bonnes relations avec son grand voisin, le Kazakhstan a commencé à diversifier ses voies d'exportation avec la mise en service en 2007 d'un oléoduc vers la Chine. Il exporte du pétrole vers l'Iran, de même que vers l'Azerbaïdjan. Les quantités exportées ont augmenté cette année, suite à l'accord signé par Chevron et la société BTC.

Le Kazakhstan négocie avec les Azéris pour faire transiter par l'Azerbaïdjan des quantités importantes de pétrole brut, dans le cadre du projet soutenu et initié par Total, le projet KCTS (Kazakhstan Caspian Transport System). Ce projet prévoit la construction d'un oléoduc partant de la région d'Atyrau pour aller vers Aktau Kurik. Après une traversée de la mer Caspienne pour amener le brut à Bakou, il devrait être évacué à travers le BTC pour être conduit vers une mer ouverte (la Méditerranée). Il est probable qu'une partie du brut sera évacuée vers la mer Noire (Batoumi/Kulevi).

Le Kazakhstan cherche à rééquilibrer ses voies d'exportation. La voie russe restera très importante, voire prépondérante. Mais les exportations vers la Chine augmenteront, ainsi que celles vers le Sud via Kurik et Aktau, pour aller vers Bakou, vers Nekka en Iran, où la demande est forte et pressante.

Vladimir Poutine a annoncé la construction du Baltic Pipeline System-2 (BPS-2) permettant d'évacuer plus de brut via le pipeline Athira. L'augmentation de l'offre russe devrait offrir une alternative aux Kazakhs dans leur négociation avec les Azéris.

Je souhaite évoquer Kashagan. En début d'année, une société italienne (ENI) a laissé le rôle d'opérateur à une société d'opération conjointe, la North Caspian Operating Company, dans laquelle

Total a pris un rôle prépondérant. Le système de management sera le système Total, qui fournira un tiers des effectifs. Les opérations continueront à être réalisées par des sociétés filiales des principaux partenaires de l'association. L'ENI restera en charge de la phase 1 en cours de développement pour une mise en production en 2012. Shell et Exxon prendront une part prépondérante dans le développement de la phase 2. Dans un premier temps, Shell aura le premier rôle en termes de production. Progressivement, KazMounaiGaz assurera la fonction d'opérateur de production.

Kashagan est le plus grand champ d'huile découvert ces trente dernières années, recelant près de 13 milliards de barils de réserve. Ce champ est comparable à Tenguz, déjà considéré comme un géant, et à ACG, exploité en Azerbaïdjan.

Kashagan est un défi logistique. Le champ est situé au nord-est de la mer Caspienne, à 80 km d'Atyrau. La plupart des matériels doivent être conduits à l'extérieur de la zone Caspienne. La seule voie est les canaux du Don à la Volga, reliant la mer d'Azov à la mer Caspienne. Leur petite taille limite la possibilité d'utiliser des barges de grand tonnage.

De plus, les conditions climatiques de Kashagan sont extrêmes, les températures variant de - 40° l'hiver à + 40° l'été. Le défi opérationnel est considérable. D'importantes masses de glace dérivent l'hiver. Sous l'effet du vent, elles creusent de profonds sillons au fond de la mer. A cause de la faible profondeur des eaux, nous avons été contraints de construire des îles artificielles qui nécessitent d'apporter en mer cinquante millions de tonnes de roches.

L'environnement du projet Kashagan est très sensible : une mer fermée, des profondeurs d'eau très faibles, une réserve naturelle importante, avec des zones de migration et de reproduction d'oiseaux et de poissons. Cela nous oblige à être très précautionneux et cela a un coût.

Kashagan est un défi technique de par la taille du projet, la nature et la pression des effluents. Son développement est phasé. La première phase a été lancée en 2004, pour une mise en production prévue fin 2012, avec un plateau de production de 300 000 barils par jour.

Plus de dix mille personnes travailleront lorsque l'usine fonctionnera.

Ce projet est le plus grand de l'histoire industrielle. Tout est complexe dans sa réalisation. C'est un défi technologique. La zone enclavée crée des problèmes logistiques et d'exportation de pétrole. Ce projet est stratégique pour le Kazakhstan. Lorsque Kashagan produira 1,5 million de barils par jour, il représentera la moitié de la production kazakhe.

M. Serge RUNGE, Vice-président CIS et Europe de l'Est chez Areva

Le Kazakhstan fait partie du trio de tête en termes de réserves d'uranium, avec le Canada et l'Australie. Au Kazakhstan, l'industrie nucléaire, notamment l'extraction d'uranium, a débuté dès l'époque soviétique. Le savoir-faire local est important. C'est un pays à fort potentiel de développement, ce qui correspond à notre souhait de sécuriser nos sources d'approvisionnement en diversifiant nos projets et les pays avec lesquels nous travaillons.

En 1996, nous avons créé une société commune (Katco). En 2008, le contrat d'utilisation du sous-sol, qui allait jusqu'en 2024, a été étendu à 2039. L'autorisation de production a été portée de 1500 à 4000 tonnes d'uranium par an. Une nouvelle forme de partenariat pourrait mener à fabriquer au Kazakhstan et à commercialiser ensemble du combustible nucléaire, principalement à destination de nos clients en Asie, avec une cible aux alentours de 400 tonnes, ce qui correspondrait à 3000 tonnes d'uranium environ.

La logique de notre partenariat repose sur un constat de gagnant/gagnant. A l'horizon 2012/2014, Katco devrait devenir le premier producteur d'uranium du pays. Le Kazakhstan devient l'un des trois principaux pays partenaires d'Areva, avec le Niger et le Canada. Si le projet de fabriquer du combustible nucléaire au Kazakhstan se développe, KazAtomProm pourra accéder à un secteur à haute valeur ajoutée, lui permettant d'aller au-delà de la simple exploitation de ressources de matières premières.

Avec Total, nous sommes un des partenaires actifs du Conseil d'affaires franco-kazakhstanais, auquel nous participons depuis sa création.

Un Intervenant

Concernant la Caspienne, en quoi la faible profondeur est-elle un facteur de difficulté ou d'accroissement des coûts d'exploitation ?

Qu'en est-il des procédures de délimitation des zones d'exploitation de la Caspienne entre les différents Etats ?

M. PRZYBYSZ

Nous savons travailler dans dix mètres d'eau, et jusqu'à mille ou deux mille mètres d'eau. Nous devons construire des installations assez importantes. Or les barges de pose et les appareils de forage par trois mètres d'eau n'existent pas, d'où la nécessité de construire des îles artificielles.

M. KARIBZHANOV

La question de la délimitation renvoie à un processus qui a débuté il y a un certain temps. Aujourd'hui, nous avons réglé les questions liées à la délimitation avec la Russie et l'Azerbaïdjan. Nous n'avons plus de problème avec le Turkménistan. Néanmoins, quelques problèmes demeurent avec l'Iran, avec qui nous menons des négociations. Nous espérons une issue favorable.

L'impact de la problématique juridico-internationale de délimitation est faible s'agissant de la zone d'exploitation du Kazakhstan.

Permettez-moi de faire un commentaire concernant la problématique de sécurité énergétique de l'Europe. L'Europe, en tant que consommateur, mais également les pays producteurs sont intéressés par la stabilité des cheminements de livraison. Néanmoins, il existe des aspects divergents.

La sécurité énergétique est liée au développement durable d'un pays, voire d'une région géographique. Le lien est inexorable avec la protection de l'environnement et la dimension écologique. Sur les sites de production, les défis écologiques ne sont pas toujours pris en compte, car ils augmentent les coûts de production. Il est indispensable d'inclure cette composante écologique dans le coût des projets.

Il convient également d'évoquer les enjeux de protection contre la menace terroriste de nos sites, de nos installations, des terminaux de transport. C'est une problématique pour les sites pétroliers du monde entier. Il faut avoir une approche de sécurité globale, de sécurisation des voies maritimes, du transport des hydrocarbures, qui représente un coût.

Un Intervenant

Connaissez-vous le coût final du baril de pétrole extrait de Kashagan ?

M. PRZYBYSZ

Nous connaissons le coût d'exploitation de Kashagan, mais je suis soumis aux règles de confidentialité de nos associations.

Un Intervenant

La Russie a d'énormes capacités de gaz et d'hydrocarbures. La France et l'Europe s'intéressent de plus en plus au Kazakhstan. La compétitivité du Kazakhstan peut-elle créer quelques tensions avec la Russie ?

M. MASSET

Monsieur le député a été très clair, nous sommes dans une logique de complémentarité. C'est bien celle que veut développer l'Union européenne dans ses relations, en matière énergétique, avec la Russie et le Kazakhstan.

M. KARIBZHANOV

Il ne s'agit pas d'un conflit d'intérêts ou d'une concurrence, nous sommes dans une logique de complémentarité. Cela dit, il existe un aspect commercial dans la livraison des hydrocarbures. Comme dans tout échange commercial, il y a une notion de concurrence. Chaque pays essaie d'augmenter ses volumes d'extraction et d'exportation d'hydrocarbures. La politique multivectorielle, menée par le Kazakhstan depuis l'indépendance, est une réponse à cette concurrence. Elle nous pousse à travailler de manière plus efficace.

M. MASSET

Très souvent, nous voyons l'énergie comme une question de géopolitique. Mais l'énergie est d'abord un thème de coopération. Nous avons à échanger des marchés, des ressources, des capitaux, des savoir-faire, des technologies. Ce doit être un thème de coopération stratégique entre l'Europe et le Kazakhstan, dans lequel la France entend jouer un rôle majeur.

La voie vers l'Europe

IV. TABLE RONDE 3

"COOPERATION ECONOMIQUE ET TECHNOLOGIQUE"

Coprésidée par

M. Olivier DARRASON,
Président de CEIS

M. Azat BETEKBAEV,
Président du Centre d'ingénierie et de transfert de technologies

M. Olivier DARRASON, Président de CEIS

Ce matin, nous avons discuté des aspects géostratégiques du Kazakhstan et de la relation franco-kazakhe. Puis il y a eu la vision des enjeux économiques, dont la sécurité énergétique est l'un des premiers aspects. Il ne s'agit pas simplement de savoir de quelle façon l'on peut assurer une sécurité énergétique pour l'occident ; c'est un problème mondialisé, dans la mesure où il s'agit de la sécurité du monde. Aujourd'hui, l'Asie centrale constitue, de par sa position géographique, ses ressources énergétiques mais également sa position culturelle entre l'Asie, la Russie et l'Europe, l'un des points les plus saillants de l'équilibre de l'Europe et du monde.

Le président du parlement me disait qu'il trouvait dans ce colloque un élément intéressant : le fait que ne soient pas dégagés, d'une façon parfois éthérée, de grands principes n'ayant en réalité aucune application. Notre nation et celle du Kazakhstan sont inspirées par les grands principes. Mais ils n'ont aucun sens s'ils n'ont pas immédiatement une application économique. Il y a l'application économique entre ce que l'on achète et ce que l'on vend, entre ce que l'on produit, mais également dans ce que l'on invente.

Un des enjeux de la mondialisation est la problématique des transferts de technologies. Le transfert de technologies n'est pas un transfert à sens unique ; ce n'est pas la compensation à un marché obtenu grâce au transfert de telle ou telle technologie, de tel ou tel savoir-faire, de telle ou telle base de données. Le transfert de technologies, dans l'acceptation moderne et de la mondialisation, signifie que l'on aide son partenaire à obtenir et développer un certain nombre de *process* technologiques qui permettront d'utiliser au mieux la technologie, les produits et les développements qui seront faits par la suite.

Au Kazakhstan, il existe des niveaux de travail sur les technologies particulièrement forts et intéressants. Le fait de générer une coopération technologique avec ce pays permet d'avoir un ticket gagnant.

M. Azat BETEKBAEV, Président du Centre d'ingénierie et de transfert de technologies

Je suis très heureux d'avoir la possibilité d'intervenir à ce colloque et de partager les impressions que j'ai eues durant ces trois jours.

Lundi, s'est tenue une réunion de la commission mixte. La rencontre entre M. Sultanov et Mme Idrac a été très fructueuse. Nous avons pu évoquer les projets qui pourront être réalisés au Kazakhstan.

Tout le monde parle de la crise mondiale, dont nous sommes obligés de tenir compte. Nous avons regardé quel était le contexte. Nous préparons la visite du président français au Kazakhstan ; de nombreuses structures, notamment des ministères, s'impliquent dans cette préparation.

Pour que les projets rencontrent le succès, les deux parties doivent y trouver des intérêts. Nous avons des intérêts communs dans de nombreux domaines. Nous avons des ressources énergétiques dont la France a besoin. C'est un domaine de coopération. Nous avons parlé de l'énergie électrique, des énergies alternatives (énergie éolienne, énergie photovoltaïque, biomasse, énergie nucléaire). Le ferroviaire, l'aviation civile, l'espace sont également des domaines de coopération.

Ces axes sont très développés en France, où il y a beaucoup de hautes technologies. Nous avons rencontré des représentants de la société CEIS, qui nous ont présenté des projets très intéressants. Nous avons du silicium au Kazakhstan. Les Français nous ont présenté des technologies que nous pourrions utiliser.

Dans le cadre de la préparation de la visite du président Sarkozy, une dizaine d'accords ont été préparés, que nous devons finaliser. Un projet d'accord porte sur la coopération avec le ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'emploi français. Nous voudrions signer un accord sur le Centre de transfert des technologies franco-kazakhstanais. Le Kazakhstan est un pays très intéressant dans le domaine de l'énergie et des matières premières. Dans le domaine des hautes technologies, c'est une grande première. Il est très important pour notre pays de ressentir le soutien de la société civile, des autorités françaises, des différentes sociétés.

Je suis très reconnaissant envers M. Mariani qui, l'année dernière, s'est rendu au Kazakhstan à six reprises. Grâce à lui, nous avons pu avancer rapidement. Monsieur Darrason connaît la réalité des problèmes. De ce fait, il peut nous aider de manière efficace. La société CEIS effectue la surveillance technologique. Plus de soixante consultants et spécialistes travaillent dans le domaine de l'économie et de l'industrie. Nous pensons que ce centre doit s'occuper non seulement du transfert des technologies, mais également préparer une base pour les sociétés et les hommes d'affaires qui veulent s'installer au Kazakhstan. Depuis que nous avons participé à une table ronde au Medef, nous sentons une attitude positive des milieux d'affaires français envers le Kazakhstan. Le centre qui sera créé avec la société CEIS sera très productif pour la France et le Kazakhstan.

M. Galym MUTANOV, Recteur, Président du Conseil des directeurs de CITT

Pour la stratégie du Kazakhstan, l'Union européenne est un partenaire clef. Le président du Kazakhstan a développé une nouvelle initiative : *"la voie vers l'Europe"*. Grâce aux efforts de nos chefs d'Etat, notre coopération se développe de manière très efficace. Les résultats du travail de la commission mixte en témoignent.

Le volume des échanges entre nos deux pays représente 7,5 % du volume des échanges du Kazakhstan (+ 30 % par rapport à l'année dernière). Nous observons des avancées dans le domaine de l'énergie. Une grande part de l'uranium produit est envoyée en France. La coopération est également active dans le domaine ferroviaire (le Kazakhstan a acheté six avions Airbus) et des satellites.

De nombreux projets ont trait à l'utilisation des ressources du Kazakhstan ou se limitent à des relations d'achat/vente. Mais la stratégie du Kazakhstan est de diversifier l'économie et d'ouvrir d'autres domaines de coopération.

Je suis très heureux que la commission mixte ait approuvé le projet de création de ce centre de transfert de technologies, très important dans le cadre de la diversification de l'économie du Kazakhstan. Son principal domaine d'activité sera le transfert de nouvelles technologies et leur application concrète et commerciale.

Le projet est également de faire partie d'un réseau plus global de coopération scientifique. Les principaux domaines de coopération sont les nanotechnologies, les biotechnologies, l'industrie minière, l'agroalimentaire et les sciences de la vie.

Nous prévoyons également de créer une société mixte au Kazakhstan, qui aurait une représentation en France pour permettre un échange d'informations concernant les nouvelles technologies, la recherche de nouvelles solutions pour les entreprises du Kazakhstan, la recherche de partenaires pour créer des entreprises mixtes, afin d'avoir un potentiel humain permettant de répondre aux besoins de dialogue entre nos deux pays.

Le centre d'ingénierie et de transfert de technologies fait partie du fonds national Samrouk-Kazyna. Son objectif est la recherche de solutions pour les entreprises existantes et de nouveaux axes d'innovation. Il s'occupe de la création de pôles de compétitivité sur le territoire du Kazakhstan, l'expérience de la France dans ce domaine étant d'une grande importance. Nous allons faire une étude comparative des conditions de développement d'innovations au Kazakhstan et en Union européenne.

Malheureusement, nous n'avons pas les conditions nécessaires pour attirer les investissements dans le domaine des hautes technologies. De ce point de vue, l'expérience française est très importante. Nous espérons pouvoir très prochainement mettre en place des solutions inspirées de l'expérience de la France. Nous devons créer les bonnes conditions pour ce faire, diversifier notre économie et nous appuyer sur l'expérience des pays développés.

J'espère que les parlementaires nous permettront d'avoir les avancées législatives nécessaires pour nous permettre de travailler dans le domaine des hautes technologies. Afin de procéder à une estimation des technologies d'innovation au Kazakhstan, nous voudrions introduire des indices, comme cela se fait déjà en Europe. Il s'agira d'un tableau de bord permettant de dresser la situation au Kazakhstan. Nous en avons discuté hier avec des représentants de la société CEIS. Des premières avancées ont été faites dans ce domaine grâce à nos partenaires de CEIS, que nous remercions.

M. DARRASON

Monsieur Beisebayev, secrétaire exécutif du Conseil des affaires franco-kazakhstanais, va nous dire ce qu'il attend le Kazakhstan de la France sur le plan économique et technologique.

Le Conseil des affaires regroupe d'un côté les entreprises françaises voulant investir et travailler ou travaillant déjà au Kazakhstan, de l'autre des entreprises kazakhes désirant travailler avec la France et ses entreprises.

Des relations se développent au sein des groupes de travaux du Medef International. Ils sont ouverts à tous et ne demandent qu'à s'enrichir de la présence d'entreprises kazakhes et françaises.

M. Kazbek BEISEBAYEV, Secrétaire exécutif du Conseil des affaires franco-kazakhstanais

Je représente le Conseil des affaires franco-kazakhstanais, qui est l'expression de la volonté politique commune des présidents Sarkozy et Nazarbaïev. Ce Conseil, composé d'une trentaine de membres, favorise les relations économiques et les contacts des entreprises de nos deux pays et les aides. Il est co-présidé par MM. Darricarrère et Karibjanov. Ce dernier dirige par ailleurs un fonds stratégique regroupant toutes les compagnies nationales kazakhes représentant 23 Md\$ et 22 % du PIB du Kazakhstan.

S'agissant de la coopération technologique, les sociétés françaises qui s'installent dans la durée vont avoir besoin de cadres du Kazakhstan. Nous souhaitons les former. Nous avons déjà des organismes, mais nous recherchons un partenaire pour nous aider.

L'activité des grands groupes français (Total, Areva) est connue au Kazakhstan. Ils oeuvrent en effet dans le domaine du pétrole, de l'uranium. Toutefois, nous estimons avoir notre carte à jouer dans la production du blé. Pour cela, nous avons besoin des technologies françaises. Notre président a lancé un vaste programme agroalimentaire. Les entreprises françaises peuvent jouer un rôle dans le conditionnement de la viande, dans les cultures maraîchères, la construction de serres.

Almaty organisant les Jeux asiatiques d'hiver, la construction d'infrastructures sportives va s'imposer. Cette ville présentera sa candidature pour les prochains Jeux olympiques d'hiver.

Dans beaucoup de villes du Kazakhstan, il est nécessaire de procéder au renouvellement du réseau d'eau (installation et distribution). Le 28 janvier dernier, le Conseil des affaires a présenté un projet pour la production de chlore, de soude caustique, de bitume. Nous avons reçu des propositions de régions kazakhes pour la construction d'une petite usine électrique.

L'énergie renouvelable constitue également pour nous un élément important.

Nous avons besoin d'investissements français, mais les entreprises kazakhes peuvent aussi investir dans l'économie française.

En conclusion, je citerai le président Nicolas Sarkozy qui, le 4 décembre 2008, a dit : *"notre réponse à la crise, c'est l'investissement"*, j'ajouterai *"l'investissement au Kazakhstan"*. Bienvenue au Kazakhstan !

M. Roland GALHARAGUE, Conseiller des affaires étrangères hc, Directeur Europe continentale du Ministère des Affaires étrangères

Je remercie les organisateurs de ce forum, car le Kazakhstan est un pays qui mérite d'être davantage connu à de nombreux égards.

Comment le Quai d'Orsay envisage-t-il la relation avec le Kazakhstan ?

Il ne s'agit pas simplement d'une relation de client à fournisseur ou purement commerciale ; nous souhaitons que ce soit une relation de partenariats stratégiques.

La France a décidé d'avoir un partenariat stratégique avec l'Inde, le Brésil, la Chine. Pourquoi avoir un partenariat stratégique avec le Kazakhstan ? Parce que c'est un pays jeune. Le Kazakhstan appartient à la catégorie des pays émergents. Il a l'ambition, d'ici à vingt ou trente ans, de figurer parmi les trente ou cinquante pays qui seront au cœur de la croissance mondiale.

Le Kazakhstan est richement doté en pétrole et en uranium. Il est pour nous un partenaire stratégique grâce à sa volonté de se développer par l'innovation. Notre relation avec le Kazakhstan se situe dans le cadre d'une économie de la connaissance, de la formation, de la ressource intellectuelle.

Le Kazakhstan a créé un fonds de stabilisation. Il a très tôt développé une politique de formation de ses élites, notamment à travers la fondation Bolashak. Ainsi, de jeunes Kazakhstanais peuvent aller se former dans les meilleures universités internationales.

Autre indice de la modernité de ce pays, son souci permanent de la diversification de l'économie. Une base industrielle d'innovation existe. A l'instant, étaient évoquées les énergies renouvelables.

Le Kazakhstan a d'ores et déjà adopté une approche proactive, dynamique, le qualifiant pour être pour la France et l'Europe un partenaire stratégique. Le Kazakhstan est le premier partenaire de l'Union européenne dans cette région du monde.

Cette dynamique, cette volonté de préparer l'avenir, nous la retrouvons sur le plan politique. Le Kazakhstan, enclavé entre ses deux immenses voisins, a très vite compris qu'il avait avec l'Union européenne, notamment avec la France, une série de défis communs (défi sécuritaire, défi avec l'Afghanistan, les trafics de tous ordres, etc.)

L'Union européenne s'est dotée en 2007 d'une stratégie pour l'Asie centrale. Lors de la présidence française de l'Union européenne, un premier forum a été organisé à Paris sur les enjeux de sécurité en Asie centrale. Enclavé entre la Russie et la Chine, le Kazakhstan a très vite compris l'intérêt d'une approche coopérative de la sécurité, d'une approche multilatérale. Nous le constatons à travers sa participation à de nombreuses organisations régionales.

Ce pays sera le premier Etat de cette partie de l'Europe à assumer la présidence de l'organisation pour la coopération et la sécurité en Europe. Cette approche non confrontationnelle, raisonnable, modérée, multilatérale, est celle défendue par l'Union européenne au plan international.

Un autre élément justifie le partenariat stratégique que nous voulons construire avec ce pays : son souci permanent du dialogue, très largement inspiré par sa géographie. Le Kazakhstan a pris un certain nombre d'initiatives en matière de dialogue des civilisations. Des mesures d'ordre interne vont dans le même sens. C'est une ambition et un projet portés par l'Union européenne.

M. DARRASON

Nul doute que des questions vous seront posées tout à l'heure, Monsieur le directeur, sur cette future présidence de l'OSCE et les implications qu'elle sous-tend.

M. Berlin IRISHEV, Parlink Consulting, ancien conseiller du président Nazarbaïev, ancien ministre plénipotentiaire de l'Ambassade du Kazakhstan, Docteur d'Etat

Aujourd'hui, il a beaucoup été question des succès des sociétés françaises et kazakhstanaïses. Nous avons évoqué les perspectives. Il m'a paru utile de faire le bilan des erreurs commises par les Français dans plusieurs projets. Dix-sept ans est une période suffisante pour dresser un bilan de ce qui a fonctionné et de ce qui n'a pas fonctionné. La maturité de notre relation nous permet de le faire.

Pour quelles raisons les sociétés françaises ont-elles perdu leur position sur le marché du Kazakhstan ?

Plusieurs facteurs expliquent cela :

- Le premier facteur est le niveau insuffisant du soutien politique apporté aux projets français dans notre pays. La dernière visite d'un président français remonte à seize ans, alors que les dirigeants des autres pays se sont rendus fréquemment dans notre pays. La mentalité kazakhstanaïse mesure l'efficacité du soutien politique à la fréquence des visites des présidents des différents pays ! Le président français envisage de se rendre prochainement au Kazakhstan ; c'est un signe positif du soutien politique apporté aux acteurs économiques sur le terrain et une chance historique pour les sociétés françaises et kazakhstanaïses de renforcer leur niveau de coopération.
- Le deuxième facteur est une sous-estimation du potentiel de l'économie kazakhstanaïse et une surestimation du niveau du risque par les gestionnaires des projets. Dans le secteur pétrolier (Elf, Total) comme dans le secteur bancaire (Société générale), les Français ont été les premiers à arriver sur le terrain. Malheureusement, deux ans plus tard, Elf et la Société générale quittaient le Kazakhstan, justifiant leur départ par l'appréciation du risque, et étaient remplacées par une compagnie chinoise (CNPC) et des banques hollandaises et anglaises (ABN, HSBC). En 2001, j'ai organisé une visite au Kazakhstan afin que les dirigeants de dix grandes compagnies rencontrent le Premier ministre. Les compagnies françaises Nexans et Pont-à-Mousson ont reçu une proposition intéressante pour produire des câbles en cuivre et des tuyaux, en vue de la construction d'un site industriel à destination du marché chinois. Mais elles n'ont pas saisi la perche, ce qui a contribué à donner une image négative des sociétés françaises. Dans ce créneau spécifique du marché, les Coréens ont très vite pris cette niche et sont devenus des concurrents très importants pour Nexans. Les dirigeants régionaux ont sous-évalué le potentiel du marché kazakhstanaïse et surévalué les risques. Un dicton français dit : *"qui ne risque rien n'a rien."*
- Le troisième facteur est lié à une sous-estimation du professionnalisme des ressources humaines sur place, des cadres. Il y a trois ans, les représentants du bureau Véritas ont été reçus au Kazakhstan pour participer au projet de Kashagan. Cette société a envoyé des spécialistes de la Turquie et du Liban qui ne connaissaient rien à la production de pétrole en offshore. Ce fut très mal perçu par le Kazakhstan, qui a confié les projets aux Norvégiens et aux Allemands.
- Le quatrième facteur est l'absence de vision stratégique de partenariat dans le cadre de grands projets. Après deux ans de négociations pour la création d'une société mixte, une entreprise française a demandé 51 % de participation. Le Kazakhstan a refusé. Les Italiens ont remporté le projet.
- Le cinquième facteur d'erreur est le manque de financement de la part de l'Etat. Le Kazakhstan ne recherche pas uniquement des fournisseurs de technologies et d'équipements, il souhaite avoir des investisseurs. Les Japonais, les Chinois, les Coréens ou les pays arabes proposent différentes formes de financement. Au niveau du crédit à l'export, le Kazakhstan a vu sa place baisser dans le *rating* des organismes financiers. La France ayant un déficit budgétaire important, les conditions ne sont pas très favorables.

Ce matin, certains intervenants ont assuré que la France allait soutenir des projets au Kazakhstan. La visite du président Sarkozy va se dérouler dans des conditions difficiles ; le déficit budgétaire français va doubler cette année et être supérieur au PIB du Kazakhstan.

L'accompagnement financier des projets est un facteur très important. A cause de crédits très chers augmentant le coût de son projet, Vivendi Environnement a perdu un appel d'offres.

Les sociétés françaises privilégient le côté commercial de leur projet, oubliant le côté humanitaire. Les sociétés américaines ou anglaises ont investi fortement dans la formation des étudiants kazakhstaniens. Aujourd'hui, de nombreux spécialistes au Kazakhstan connaissent bien le système anglo-saxon.

Si les Kazakhstaniens sont nombreux à parler l'anglais, très peu parlent le français. Bientôt, les spécialistes parleront le chinois. Les sociétés françaises devraient investir plus dans ce domaine. Cela peut faire partie d'un programme d'échange de technologies, avec formation de cadres du Kazakhstan dans les universités françaises.

M. DARRASON

Le futur s'enrichit du passé. Ces échecs doivent nous amener à mieux comprendre comment réussir dans l'avenir. Pendant longtemps, il n'y a pas eu de présence politique française. Mais la France rattrape son retard pour effacer ses erreurs ou ses échecs. Nous constatons une nouvelle dynamique politique.

Il est important que les entreprises françaises et kazakhes aient conscience des enjeux de l'avenir. Les exemples donnés ce matin par deux entreprises françaises parmi les plus brillantes (Areva et Total) montrent que la perception d'une coopération et d'investissements ciblés, parfois à risques, est prise en compte.

M. Daniel PATAT, Conseiller économique et commercial à l'Ambassade de France au Kazakhstan

Vous avez raison, il faut fustiger nos compatriotes. Mais il ne faut pas faire que cela ! Il faut également comprendre ce qui s'est passé. Ce matin, le président Karibzhanov rappelait que, à l'aube de l'indépendance, ce pays était parti de très bas et avait traversé une période extrêmement difficile, contrastant avec ce qu'il allait connaître à l'aube des années 2000.

Le chef de l'Etat a fait le choix d'ouvrir son pays, contrairement à d'autres, dans cette immense région du sud de l'ancienne URSS. Connaissant le potentiel de son pays dans le secteur des matières premières, il a compris qu'il ne parviendrait pas, seul, à le développer et qu'il était préférable de s'engager avec ceux qui savaient faire, tout en étant bienveillant mais vigilant.

Il aura fallu une bonne dizaine d'années à ce pays pour établir une fonctionnalité d'Etat. Il partait d'un système qui n'avait rien à voir avec les économies libérales, où tout était encadré, prévu, prévisible. Il fallait improviser.

Les événements ont aidé le Kazakhstan dès le début des années 2000, lorsque le pétrole, qui commençait déjà à être exploité en coopération avec un certain nombre de compagnies internationales, a débuté son inexorable ascension. Les choses sont allées beaucoup mieux pour le Kazakhstan. Almaty, capitale à l'époque, ne cessait de croître et d'embellir. Parallèlement, la construction de l'Etat se poursuivait.

S'il est vrai que nos entreprises n'ont pas remporté certains marchés, plusieurs d'entre elles sont venues très tôt au Kazakhstan et ont senti qu'un partenariat pouvait s'établir. La Cogema/Areva fut l'une des premières à s'investir. Les pétroliers ont suivi. Un certain nombre de petites entreprises ont tenté leur chance.

Certes, la structuration d'Etat ne va pas de soi. Elle a été relativement lente au cours de la première décennie et s'est accompagnée de liberté ; il paraissait possible de faire à peu près tout. Lorsque la réalité d'une économie émergente a commencé à se dessiner, il a fallu structurer.

Je suis avec beaucoup d'intérêt les autres pays d'Asie centrale. S'ils n'ont pas tous les dotations du Kazakhstan, ils ont un potentiel et un avenir. Certains choix faits par les uns ou les autres les conduisent à prendre un peu de retard par rapport au Kazakhstan.

En s'ouvrant, le Kazakhstan s'est exposé. 2007 fut le point culminant de cette période de la première décennie du XXI^e siècle où tout paraissait possible. Dans les principales villes, le marché immobilier explosait, et la spéculation avec.

Le secteur bancaire, qui reste le mieux organisé de l'ensemble de cette région du monde, sera le premier à souffrir de la vague de la crise immobilière américaine, non parce qu'il a investi dans les titrisations douteuses, mais parce qu'il a beaucoup emprunté.

L'économie du Kazakhstan reste encore, à ce jour, une économie de matières premières, assise sur un marché cloisonné qui ne dépasse pas dans son meilleur potentiel une cinquantaine de millions de consommateurs. Elle s'est développée à un rythme plus fort, plus rapide que celle de ses voisins. Il est difficile de réussir une diversification à partir des matières premières.

En 2007, le crédit, la construction et les illusions s'écroulent. Le gouvernement mobilise les fonds structurels mis en place pour tenter de colmater les brèches. On sait ce qu'il en adviendra. C'est l'effondrement des cours des matières premières et la tentative du gouvernement d'éviter un effondrement total de certaines activités. Il s'agit surtout, dès que la reprise s'amorcera, que l'économie soit renforcée, afin d'éviter d'être dépendant du chahut permanent occasionné par les matières premières.

Les entreprises françaises ne connaissaient pas cette région, contrairement aux Italiens et aux Allemands. La barrière de la langue et de la culture rend difficile l'implantation d'une PME, même si le pays montre des signes d'ouverture.

Notre approche est structurante. Les entreprises françaises ont bien compris que, si elles voulaient "percer" sur le marché kazakhstanaï, il ne s'agissait pas de faire des coups mais de s'inscrire dans la durée. Elles recherchent des partenaires, qui commencent à émerger. Le progrès dans ce sens est notable.

Le Kazakhstan trouvera son indépendance non pas dans le développement de ses matières premières, mais en développant des économies de technologies à haute valeur ajoutée. Il permettra ainsi à sa population de s'installer durablement dans une émergence économique et de jouer un rôle éminent dans ce qui est nécessairement l'avenir de cette région, à savoir une plus forte coopération.

M. BETEKBAEV

Je voudrais conclure sur une note optimiste.

Le vice-président du parlement, M. Karibzhanov, a dit que c'est en nous engageant sur le chemin que nous arriverons à notre but.

Monsieur Irishev nous a parlé des échecs. Certes, nous ne pouvons pas les nier, mais il faut aller de l'avant. Nous allons préparer le terrain pour le milieu des affaires français. Ainsi, les entreprises françaises viendront plus massivement au Kazakhstan.

Une Intervenante

Ayant travaillé sur le Kazakhstan depuis 1991, j'ai vécu cette tragédie de la collaboration franco-kazakhe. Je suis très heureuse que le centre de nouvelles technologies voie le jour, mais vous n'avez mentionné aucune des sciences humaines. Je voudrais souligner l'absence de formation et d'incitation à l'apprentissage du français au Kazakhstan. Des progrès ont été réalisés grâce à l'initiative Bolashak, mais il en reste beaucoup à faire dans le cadre des bourses. Encourager les Français à aller sur le terrain et les Kazakhs à se former dans nos universités françaises ne coûterait pas beaucoup d'argent. En 2008, nous avons créé un partenariat entre l'Université Paris Ouest La Défense et l'Université Lev Gumilev pour renverser la tendance, qui s'est accentuée depuis 1991.

M. DARRASON

Vous rappelez un élément essentiel : la science sans la culture n'est que ruine de l'âme !

M. GALHARAGUE

Il est bien de regarder une relation et d'en tirer les leçons pour l'avenir. Le terme de "tragédie" que vous avez employé me paraît exagéré. Il y a certainement de plus grandes tragédies que celle du développement de la relation franco- kazakhstanaise.

En matière de coopération, culturelle notamment, le budget que nous consacrons au Kazakhstan est le plus important de la zone. Nos programmes, certes insuffisants à l'échelle des besoins ou de l'importance du Kazakhstan, doivent être vus sous un angle global. Nous avons lancé une formation pour les échanges dans le cadre des bourses Bolashak. Nous avons une coopération avec l'Académie kazakhe de la fonction publique pour soutenir la construction de l'Etat au Kazakhstan, en liaison avec l'ENA. Nous avons un projet de coopération avec l'Ecole nationale de la magistrature. Nous avons d'innombrables projets au Kazakhstan. La dimension culturelle n'est pas oubliée. Au contraire !

Un Intervenant

Nous avons beaucoup parlé d'énergie, des hydrocarbures, des richesses du sol du Kazakhstan. La Chine littorale et la Corée du Sud se sont développées grâce, notamment, à une main-d'œuvre peu chère, qui a permis à de nombreuses firmes transnationales de s'implanter, d'ouvrir des usines et de créer des emplois. Cela serait-il possible au Kazakhstan ?

M. IRISHEV

Si j'ai bien compris, il s'agit de délocalisations. Cela ne correspond pas à la politique qui est menée actuellement !

Un Intervenant

Cela permettrait le transfert de technologies et la création d'emplois au Kazakhstan.

M. PATAT

A la différence de la Chine et de l'Inde, le Kazakhstan n'est pas un pays fortement peuplé (15,5 millions d'habitants). Son niveau de vie est déjà élevé, même s'il est inégal entre les très grandes villes et la campagne. Il n'offre pas *a priori* les conditions les plus favorables en la matière. Très modestement, l'on s'y est essayé au début de la décennie en revitalisant la filière textile dans le Kazakhstan sud. Mais cela ne va pas plus loin.

Il faut surtout retenir que cela n'entre pas dans la politique de l'Etat. A travers sa politique d'éducation, qui est l'une des premières priorités, sinon la première, du gouvernement et du budget national, il souhaite élever les capacités au niveau le plus approprié pour passer la barre. On ne va pas réinventer la roue ni la fabriquer à la main. En revanche, on va se servir d'un certain nombre de concepts de façon à passer à autre chose.

On évoquait ce matin la vocation de centres financiers et de services régionaux pour Almaty. C'est parfaitement vrai. En travaillant ce savoir-faire, qui est optimisé à la faveur d'une politique intensive de formation de cadres dans le domaine financier, on peut y arriver. Le Kazakhstan a plus d'avenir avec son matelas de matières premières qui lui garantit beaucoup de sérénité. Il a plus de chance de

s'inscrire dans le club fermé des cinquante économies les plus avancées en travaillant vers le haut qu'en se confinant au plus bas.

M. DARRASON

Très prochainement, une mission va partir au Kazakhstan avec des industriels agroalimentaires français qui, en liaison avec les autorités kazakhes et le poste d'Astana et d'Almaty, vont aider à transformer la production sur place à travers toute une série de *process* correspondant à nos propres productions. L'objectif n'est pas d'en faire un pays atelier mais un pays producteur, avec des technologies modernes. Un pays comme la France, dont le niveau agroindustriel est considérable, peut trouver avec un pays comme le Kazakhstan des moyens pour améliorer la productivité et aller dans un sens de transformation sur place.

M. DEVEZE

Compte tenu de constats du passé présentés par M. Irishev et des promesses d'avenir en termes de coopération franco-kazakhe, pourrions-nous avoir une idée des succès remportés par d'autres pays européens au cours de ces dernières années ?

M. PATAT

Je citerai surtout des succès des groupes européens, parmi lesquels Airbus, qui a réussi à rentrer au sein de la compagnie nationale, qui travaille avec celle-ci, dans un partenariat de très longue durée, à l'émergence de ce qui est positionné comme l'une des toutes premières compagnies aériennes de cette région du monde.

Les grands projets n'ont pas été nombreux à ce stade ; ils sont à venir. Nos entreprises ne sont pas dénuées de capacité lorsque nous travaillons sur des bases claires. Des investissements ont été réalisés parce que des privatisations ont été faites (Heidelberg ou Ciments français). Ce sont des prises de participations, des achats de moyens de production.

Il nous faut regarder aujourd'hui la politique menée par nos concurrents émergents d'Asie et d'Asie du Sud. Leurs arguments sont extrêmement puissants. Ils sont très présents dans les autres pays du pourtour sud de l'Asie centrale, notamment dans le domaine des hydrocarbures. Le Kazakhstan s'est montré le pays le plus ouvert dans le domaine pétrogazier. Ce sont nos vrais concurrents, qui viennent en direct ou avec des filiales constituées dans les économies émergentes, ce que nos groupes français envisagent également de faire.

Il faut prendre la mesure de la réalité de la concurrence, s'adosser aux groupes européens. Les plus gros investissements sont toujours porteurs de nombreux succès de plus petites entreprises.

M. IRISHEV

La société pétrolière Repsol, peu connue dans le monde, est présente dans de nombreux projets au Kazakhstan.

Pourquoi le Kazakhstan a-t-il acheté un train Espagnol ? Le Roi d'Espagne a rendu quatre visites, dont une officielle, au Kazakhstan. Cela confirme l'importance de la présence politique.

M. DARRASON

J'ai assisté, il y a deux mois, à une réunion initiée par la Commission européenne sur des problèmes de transferts de technologies, surtout pour les programmes FP7. Il y a une véritable politique destinée à encourager les partenariats entre la France, les autres pays européens et le Kazakhstan dans le cadre de programmes européens qui ne sont pas simplement des programmes de recherche, mais qui ont pour

objectif d'aboutir à des transformations industrielles. Peut-être les Français ne sont-ils pas assez présents. Mais des prises de conscience existent dans les pays européens.

M. FISCHLER

Je suis en contact avec le Kazakhstan depuis sa naissance en tant que République indépendante. Dans le domaine culturel, on observe une continuation de relations parfois privilégiées, la France étant considérée dans toute l'Asie centrale comme le pays de la culture. Dès 1995, des colloques ont été organisés tant à l'UNESCO qu'au Kazakhstan, des rencontres avec des académiciens, des écrivains, des représentants du monde intellectuel. Au contact des sources d'information françaises, ils ont retrouvé leur passé, qui avait été occulté pendant une longue période.

M. MUTANOV

Je ne peux pas que souscrire aux propos de l'intervenante qui a attiré l'attention sur l'importance des sciences sociales et humanitaires. Nous avons beaucoup appris sur la culture française. Tout Kazakh connaissait Guy de Maupassant et la littérature française, savait qui étaient Jeanne d'Arc, les mousquetaires et le Général De Gaulle, qui font partie de notre patrimoine culturel commun. Aujourd'hui, s'il faut développer le *business*, il faut également multiplier le nombre de contacts culturels, les échanges d'étudiants. Nos universitaires sont prêts à collaborer avec vos universités.

M. DARRASON

Le message est clair : M. Darcos et Mme Albanel devront être du voyage du président de la République, car cet aspect culturel doit être renforcé.

Je vais demander à M. Couanon, Ambassadeur de France au Kazakhstan, d'intervenir. Nous avons bénéficié de ses conseils et de son appui pour organiser cette manifestation.

V. ALLOCUTIONS DE CLOTURE

S.E M. ALAIN COUANON,
Ambassadeur de France au Kazakhstan,

S.E M. MURAT TASHIBAYEV,
Ambassadeur du Kazakhstan en France

S.E. M. Alain COUANON

Je voudrais profiter de l'occasion qui m'est donnée pour remercier M. Mariani d'avoir organisé ce colloque.

On a beaucoup dit que, entre la France et le Kazakhstan, les relations avaient toujours été bonnes mais qu'elles avaient été tièdes durant plusieurs années. C'est tout à fait vrai. Depuis plus d'un an, cette tiédeur s'est transformée en chaleur. Nos relations n'ont jamais été aussi intenses que depuis dix-huit mois, depuis que le président Sarkozy et le président Nazarbaïev se sont rencontrés à New York. Des événements ont meublé le dialogue franco-kazakhstanais ; le présent colloque en est un. Je me félicite de sa tenue et remercie les organisateurs d'aider à cette œuvre importante que sont le développement et la renaissance des relations entre nos deux pays.

L'année dernière, un grand journal d'Astana a commandité une enquête pour savoir quel était le pays considéré comme le plus attrayant par les Kazakhstanais. Réponse : la France, suivie de l'Egypte et des Etats-Unis.

Cette très bonne perception de notre pays n'est pas exempte de certains clichés. La France que nos amis kazakhstanais voient comme un pays très agréable est une France de carte postale, où il fait bon vivre, avec les bons vins, mais dont on oublie qu'elle est aussi une grande puissance technologique. La culture française est très connue au Kazakhstan, mais c'est une culture parfois poussiéreuse. L'on me cite toujours Alexandre Dumas. J'explique que, depuis Alexandre Dumas et Jules Verne, il s'est passé des choses nouvelles !

Nous ne pouvons que nous féliciter d'avoir une image si positive, même s'il faut la dépoussiérer, même si elle n'est pas tout à fait exacte. Je connais des ambassadeurs qui aimeraient bien que leur pays ait une image comparable.

Si le français n'est certainement pas au niveau de ce qu'il devrait être au Kazakhstan, il est pratiquement au même niveau que l'allemand. Or il y a eu un million d'Allemands au Kazakhstan, dont beaucoup sont revenus en Allemagne, ce qui a généré un flux de *business* incomparable au nôtre.

En deux ans, j'ai inauguré deux nouvelles alliances françaises en province. J'étais la semaine dernière à Karaganda, où j'ai inauguré une alliance française. L'an dernier, j'étais à Kostanaï, où j'ai inauguré un centre culturel. La demande existe, elle est forte. L'ambassade et les autorités françaises font ce qu'elles peuvent pour la satisfaire. Bien entendu, j'aimerais que mon budget culturel soit multiplié par deux ou trois, mais il faut savoir être raisonnable !

Pendant quelques années, les Kazakhstanais ont été frustrés, ont eu le sentiment que l'on ne s'intéressait pas suffisamment à eux. Cette période est révolue. Si j'en juge par les propos qui me sont tenus par les hautes personnalités kazakhstanaises, le président Nazarbaïev est satisfait de l'évolution de la position française depuis deux ans.

La main est tendue. Nous, Français, commettrions une grave erreur si nous ne la prenions pas.

Pourquoi avons-nous intérêt à aller plus avant avec le Kazakhstan ?

Les perspectives de ce pays sont très importantes. C'est un pays qui a des capacités énergétiques considérables. Au-delà, c'est un partenaire qui nous offre un coefficient de fiabilité particulièrement

important dans cette zone du monde. Le Kazakhstan est un pays stable, ce qui n'est pas le cas de beaucoup de ses voisins. Surtout, il a une direction très raisonnable. J'ai vu ailleurs des autorités locales se lancer dans des projets pharaoniques, des mers intérieures, des complexes de fabrication gigantesques, gouffres financiers qui ne débouchaient sur rien. Je ne dis pas que tous les projets kazakhstanaïses sont toujours parfaitement raisonnables. Mais je suis frappé de voir la maturité de nos amis kazakhstanaïses. Leur vision de ce qui peut et doit être fait est réaliste.

C'est un pays qui s'ouvre, stable et riche, mais aussi un pays où l'on prend en compte l'avenir. Les autorités kazakhstanaïses ont une vision qu'il faut bâtir l'avenir et créer une élite. Ce n'est pas vrai dans les autres pays d'Asie centrale, ou beaucoup moins.

Le programme Bolashak, qui signifie "*avenir*", est un programme de formation d'élites à l'étranger. Il montre très clairement vers quoi tendent les autorités kazakhstanaïses. Il ne s'agit pas d'assurer la prospérité de la génération actuelle, mais de permettre que les graines soient jetées pour que le Kazakhstan de demain puisse fleurir et embellir.

Même si la France n'est pas suffisamment présente sur le plan culturel, elle prend de plus en plus une part importante dans ce programme Bolashak. Nous ne sommes pas au niveau des Américains ni des Anglais car se pose un problème de langue. Néanmoins, je constate une demande croissante vis-à-vis de nos universités à travers le programme Bolashak. Nous montons une coopération avec l'Ecole de la magistrature de Bordeaux, qui recevra prochainement en formation de jeunes Kazakhstanais.

Nous allons dans la voie de l'avenir. Les Kazakhstanais attendent beaucoup de nous, peut-être trop. Mais la France commettrait une erreur politique si elle ne saisissait pas cette main qui se tend.

S.E M. Murat TASHIBAYEV

Parmi les priorités stratégiques du Kazakhstan, figure la stabilité de son économie. Notre pays cherche la place qui lui revient parmi le club des cinquante pays les plus avancés dans le monde.

Nos réserves naturelles sont très importantes. Grâce au secteur pétrolier et à d'autres secteurs énergétiques, le Kazakhstan peut miser sur la haute technologie pour renforcer son positionnement dans l'économie globale.

Cette performance du Kazakhstan a été permise grâce à la stabilité de sa politique intérieure, grâce au climat de tolérance et de confiance interethnique et international.

La vision des réformes a été réaffirmée dans le programme "la voie vers l'Europe". Depuis son indépendance, le Kazakhstan a su construire des relations d'égal à égal et de confiance avec les plus grandes puissances du monde et ses voisins proches. Le fait qu'en 2010 il prenne la présidence de l'OSCE en est la preuve.

La situation sur le marché des hydrocarbures crée des tensions au niveau des pays producteurs et consommateurs. C'est pourquoi plusieurs participants ont mis l'accent sur l'importance des contacts et d'un dialogue politique soutenu.

Nous attendons impatiemment la visite du président Nicolas Sarkozy au Kazakhstan, qui doit réaffirmer les acquis de notre relation soulignés à l'occasion de la visite du président Nazarbaïev à Paris, en juin dernier.

Ce forum entre le Kazakhstan et l'Europe approfondit notre politique de dialogue avec l'ensemble des pays de l'Occident. La politique multisectorielle que le Kazakhstan cherche à établir avec ses partenaires joue un rôle primordial. Nous devons travailler ensemble pour lutter contre le terrorisme international. Nous avons de nouveaux défis en matière de sécurité.

Pour le Kazakhstan, les réformes entreprises par l'Europe constituent un exemple. Les dernières initiatives du président Nazarbaïev concernent la réforme du parlement, qui a un rôle accru dans la vie politique du pays.

Nous envisageons de nouer des liens encore plus forts avec l'Europe, basés sur les valeurs de liberté, de démocratie, des droits de l'Homme. En cela, la dynamique de notre relation est prometteuse. Elle est basée sur la confiance mutuelle, sur les rapports très étroits qu'entretiennent nos deux assemblées.

Le dialogue dont nous avons été les témoins aujourd'hui constitue une étape importante dans le développement de nos relations. Il contribue à la préparation de la visite de M. Nicolas Sarkozy.

Je tiens à remercier l'Assemblée nationale, le ministère des Affaires étrangères et les autres ministères, M. Thierry Mariani et M. l'ambassadeur de France au Kazakhstan.

Je remercie également la délégation des députés du Kazakhstan et son président, M. Karibzhanov, pour leur participation et leur contribution très précieuse.

M. MARIANI

Lorsque nous avons parlé de ce projet, avec Olivier Darrason, c'était une gageure. Vu le niveau des intervenants et le nombre des participants, il me semble que nous avons réussi.

Je remercie la délégation kazakhe, conduite par M. Karibzhanov et deux de ses collègues, qui séjourneront pendant cinq jours en France à l'invitation de l'Assemblée nationale. Nous avons des échanges réguliers avec le groupe Kazakhstan-France du Mazhilis.

Je remercie nos deux ambassadeurs, ainsi que leurs équipes.

Je remercie nos partenaires, Total, Areva, GDF Suez, EADS Astrium, Thales, CEIS, et tous ceux qui nous ont aidés à organiser ce forum.

Comment suis-je devenu président du groupe d'amitié France-Kazakhstan ?

Je m'occupais d'un pays que la diplomatie m'interdit de nommer, mais qui a connu la "Révolution orange". Pendant sept ans, j'ai été président du groupe d'amitié avec ce pays, mais à chacune de mes visites, je ne pouvais que constater un perpétuel changement de ses représentants, des chefs d'entreprise et, surtout, un manque de sérieux.

Le hasard fait que la présidence du groupe France-Kazakhstan s'est libérée. Je ne m'étais jamais rendu dans ce pays, mais j'en avais une bonne image. Lors de ma première visite, il y a trois ans, j'ai été reçu par M. Tasmagambetov, maire d'Almaty, qui m'a expliqué que les Français n'étaient pas sérieux et ne tenaient pas leurs promesses ! Depuis, j'y suis retourné près d'une quinzaine de fois. Nous avons appris à mieux nous connaître. J'ai surtout appris à apprécier ce pays. Certes, il dispose d'un énorme potentiel quant à ses ressources, mais c'est surtout un pays composé d'hommes politiques ayant le sens de l'intérêt général, le sens du développement de leur pays. C'est assez rare dans cette région. J'ai trouvé des chefs d'entreprise qui ont une vision du futur.

Les Kazakhs ont une image de la culture française qui date un peu (Jules Verne, Alexandre Dumas, le Général De Gaulle). Nous avons sans doute également une absence de vision du Kazakhstan. Or il existe un formidable potentiel entre nos deux pays.

Au niveau politique, on sent une sympathie naturelle. Au Kazakhstan, on nous dit toujours que la Constitution et les institutions s'inspirent des institutions de la V^e République. C'est la Constitution la plus stable depuis deux siècles en France. Peut-être n'était-elle pas si mauvaise que cela ! En tout cas, elle nous porte chance.

Avec le groupe d'amitié France-Kazakhstan, nous essayons de développer des échanges parlementaires à l'Assemblée nationale. J'ai la responsabilité des relations internationales dans l'un des deux grands partis politiques français. Nous sommes en train de finaliser une convention avec le parti Nour-Otan en vue de favoriser les échanges d'expériences entre nos deux partis. Elle devrait être signée avant la venue du président Sarkozy. Faire que les responsables politiques de nos deux pays se connaissent mieux est un moyen comme un autre d'appuyer les échanges d'amitié économique.

Vous avez choisi "la voie vers l'Europe", mais aussi la voie d'un développement durable. Il ne s'agit pas seulement de faire du commerce de matières premières, mais d'avoir un vrai partenariat, profitable aussi bien au Kazakhstan qu'à la France. C'est la volonté des partenaires français présents dans cette salle.

La France avait certainement pris de l'avance sur ses partenaires européens au moment de votre indépendance. Très souvent, nous réussissons le départ, nous sommes un peu "fatigués" au milieu de la course, mais l'essentiel est de bien la finir !

J'espère que les relations entre nos deux présidents marqueront un renouveau entre nos pays et que, cette fois, ni le Kazakhstan ni la France ne laisseront passer cette chance.

VI. LE MOT DES PARTENAIRES



Stratégique et durable : tels sont les deux termes qui qualifient le mieux le partenariat solide entre le Kazakhstan et AREVA.

Stratégique, car le Kazakhstan, deuxième pays dans le monde par ses ressources en uranium, voit sa production augmenter sans cesse depuis la fin des années 1990.

Durable puisque c'est dès 1996 que COGEMA créait la société commune KATCO pour exploiter avec KAZATOPROM les gisements de Muyunkum et Tortkuduk au sud du pays. Une exploitation qui s'élèvera bientôt à 4000 tonnes par an et devrait faire de KATCO le premier producteur du pays à l'horizon 2012/2014. Le Kazakhstan devient ainsi, avec le Niger et le Canada, l'un des trois principaux pays partenaires d'AREVA pour l'exploitation d'uranium.

Cette relation s'est approfondie avec la signature en juin 2008 d'un nouvel accord stratégique, qui élargit la coopération entre AREVA et le Kazakhstan au domaine de la fabrication du combustible nucléaire, faisant de KAZATOPROM et AREVA des partenaires de référence.

Au-delà du secteur nucléaire, AREVA T&D s'impose également comme un acteur important dans la transmission et la distribution d'électricité au Kazakhstan, sujet névralgique pour la croissance économique du pays.

Tout ceci explique la présence active d'AREVA au Collège qui pilote le Conseil d'Affaires Franco-Kazakhstanais instauré dans le cadre du Partenariat Stratégique signé le 11 juin 2008 à l'occasion de la visite en France du Président Nazarbayev. Nul doute que l'action de cette instance, qui a d'ores et déjà identifié divers axes de progrès visant à développer les relations commerciales entre le Kazakhstan et la France renforcera encore notre collaboration déjà très active.

C'est dans ce contexte porteur que s'est réuni le 5 mars 2009 le Forum franco-kazakhstanais, placé sous le haut patronage de la Présidence de la République Française. Il marque, après la Commission Mixte le 2 mars dernier, une nouvelle étape dans le renforcement de la collaboration franco-kazakhstanaise, avant le point d'orgue que constituera la visite prochaine du Président Sarkozy à Astana.

La participation d'AREVA à ces travaux s'inscrit dans la logique de notre partenariat stratégique avec le Kazakhstan.

Je souhaite remercier sincèrement l'Institut Kazakh d'Etudes Stratégiques (KISI), l'IRIS et le CEIS, pour leur invitation. Je veux également remercier Monsieur le député Thierry Mariani, président du groupe d'amitié France-Kazakhstan, ainsi que son homologue, Monsieur le député Zhanybek Karibjanov, du Mazhilis, pour leur accueil à l'Assemblée Nationale et pour leur soutien à cette initiative clé pour l'avenir énergétique de l'Europe.

Anne LAUVERGEON
Présidente du Directoire
AREVA



Le « Forum franco-kazakh » qui a réuni sous le haut patronage du Président de la République, le 5 mars 2009, des parlementaires français et kazakhstaniens, des fonctionnaires de haut rang, des chercheurs et des industriels, a clos une semaine particulièrement riche en événements qui témoignent de l'excellence des relations entre la France et le Kazakhstan et de la volonté unanime des instances politiques et des cercles d'affaires des deux pays de concrétiser un partenariat stratégique dans le domaine économique.

En effet, avec la huitième session de la Commission Mixte franco-kazakhstanaise que Madame Idrac, Secrétaire d'Etat au commerce extérieur et Monsieur Soultanov, Ministre de l'Economie et de la Planification budgétaire ont présidée le 2 mars, la rencontre entre les industriels français et Monsieur Soultanov que le Medef a organisée le mardi suivant et enfin le « Forum franco-kazakh », les gouvernements, les parlementaires, les fonctionnaires, les instituts en recherche stratégique et les entrepreneurs des deux pays ont exploré les pistes sur lesquelles les entreprises et les administrations kazakhstaniennes et françaises pourront engager des collaborations riches et fructueuses.

Nous pouvons féliciter les instituts en recherche stratégique KazISS, IRIS et CEIS d'avoir pris l'initiative d'organiser ce forum consacré au « Kazakhstan, partenaire stratégique de l'Europe » que Total a décidé de soutenir dès que le projet nous a été présenté l'an dernier.

Les thèmes abordés lors des trois tables rondes : environnement stratégique, sécurité énergétique de l'Europe et coopération économique et technologique, sont au cœur de la relation entre le Kazakhstan et la France et au-delà l'Union Européenne.

Le Kazakhstan constitue un pôle de stabilité régionale qu'il est de l'intérêt de tous de renforcer. Le fait que le Ministre des Affaires Etrangères de la République Kazakhstanaise assurera la Présidence de l'OSCE en 2010 est, à cet égard, significatif du rôle croissant du Kazakhstan sur la scène internationale.

De par l'importance de sa production pétrolière qui devrait dépasser à terme trois millions de barils par jour et, compte tenu de sa situation géographique qui l'oblige à diversifier les voies d'exportation de son pétrole tout en lui conférant un rôle stratégique de pays de transit pour le gaz d'Asie Centrale, le Kazakhstan se positionne comme un acteur majeur pour la sécurité énergétique de l'Europe et du monde.

Dans cette perspective, j'ai plaisir à rappeler ici que Total a pris un rôle de premier plan dans la « North Caspian Operating Company » qui est, depuis janvier 2009, en charge du développement du champ pétrolier géant de Kashagan.

Le monde traverse une crise économique et financière grave qui n'épargne ni le Kazakhstan, ni la France. Dans ce contexte, le Conseil des Affaires franco-kazakhstaniennes dont j'ai l'honneur d'assurer la coprésidence avec Monsieur Karibjanov ne ménage pas ses efforts pour stimuler et favoriser les échanges économiques pour le bénéfice des industriels des deux pays.

Je salue donc tous ceux qui ont permis la réalisation de cet événement, aux premiers rangs desquels Messieurs Karibzhanov et Mariani, Présidents des groupes d'amitié Kazakhstan-France du Mazhilis et de l'Assemblée Nationale et j'attends avec intérêt la prochaine réunion de ce Forum au Kazakhstan.

Yves Louis DARRICARRERE

Coprésident du Conseil des Affaires franco-kazakhstaniennes
Président de Total Exploration Production



Nouveau leader mondial de l'énergie, GDF SUEZ est présent sur l'ensemble de la chaîne de l'énergie, en électricité et en gaz, de l'amont à l'aval :

- achat, production et commercialisation de gaz naturel et d'électricité,
- transport, distribution, gestion et développement de grandes infrastructures de gaz naturel et d'électricité,
- conception et commercialisation des services énergétiques et de services liés à l'environnement.

Le Groupe compte 198 200 collaborateurs à travers le monde pour un chiffre d'affaires en 2008 de 83,1 milliards d'euros.

Côté à Bruxelles, Luxembourg et Paris, GDF SUEZ est représenté dans les principaux indices internationaux (CAC 40, BEL 20, DJ Stoxx 50, DJ Euro Stoxx 50, Euronext 100, FTSE Eurotop 100, MSCI Europe and ASPI Eurozone).

Gérard MESTRALLET
Président Directeur Général



Depuis 1992, Thales est activement présent au Kazakhstan avec en particulier la réalisation de projets qui contribuent à son indépendance : la modernisation du système du contrôle du trafic aérien d'une part, des programmes de sécurité nationale d'autre part et enfin depuis 2005 une coopération dans le domaine de l'espace avec les deux premiers satellites de communications kazakhstaniens.

Les objectifs de Thales évoluent en harmonie avec le rapide développement économique du pays et nous proposons notre savoir faire pour établir une industrie de haute technologie dans nos métiers des systèmes d'information critique pour les marchés de l'aéronautique et de l'espace, de la défense et enfin de la sécurité.

Ceci est notre réponse à la volonté du président Nazarbaev d'établir les meilleurs partenariats avec les entreprises leaders mondiales de leur domaine afin qu'elle puisse contribuer au développement du son pays. Concernant les hautes technologies, il a ainsi pu constater notre haut niveau d'excellence lors de sa visite à notre site d'intégration et de tests de satellites de Cannes en juin 2008.

En ligne avec la politique multidomestique du groupe, la volonté de Thales au Kazakhstan est de contribuer à sa souveraineté, à son autonomie vis à vis de fournisseurs et à sa volonté de faire monter son industrie dans la chaîne de la valeur. C'est la raison pour laquelle, Thales a fondé avec son partenaire Samruk-Kazyna une co-entreprise pour accueillir et développer les transferts de technologie et de production des programmes identifiés dans chacun des nos marchés.

Dans cette perspective, Thales forme le vœu que les autorités kazakhstaniennes attribueront maintenant ces programmes à la co-entreprise.